

DIALOGUE GLOBAL

7.3

4 numéros par an en 17 langues

Matteo Bortolini,
Riccardo Emilio Chesta,
Andrea Cossu,
Flaminio Squazzoni,
Aliakbar Akbaritabar,
Annalisa Murgia,
Barbara Poggio,
Massimiliano Vaira

Sociologie italienne

La fin de
“l’âge global” ?

Martin Albrow

L’héritage colonial
au Kosovo

Ibrahim Berisha

Sociologie de
Nouvelle-Zélande

Steve Matthewman,
Holly Thorpe,
Elizabeth Stanley,
Dylan Taylor,
Robert Webb

Rubriques spéciales

- > Hommage à Ishwar Modi
- > Notre équipe en Turquie

MAGAZINE



VOLUME 7 / NUMÉRO 3 / SEPTEMBRE 2017
<http://isa-global-dialogue.net/>

DG

Association
Internationale
de Sociologie
isa



> Éditorial

La sociologie globale, une entreprise difficile

En repensant à mes dix dernières années de coopération avec l'ISA, je suis frappé par l'influence que continue à exercer la dimension nationale sur la sociologie, tant au niveau de la forme que du fond. Il existe bien une sociologie à l'échelle globale au sein de l'ISA, à commencer par ses comités de recherche, ses groupes thématiques et ses groupes de travail. Mais même ceux-ci ont souvent un caractère national ou régional. De manière générale, l'entité quasi primordiale autour de laquelle les sociologues gravitent spontanément reste la nation plutôt que le globe. Il existe bien une *sociologie du global*, mais une *sociologie globale*, animée par une communauté globale des sociologues, est nettement plus difficile à réaliser, même à l'ère numérique. Beaucoup des problèmes auxquels nous sommes confrontés – crise des réfugiés, migrations, changement climatique, capital financier, commercialisation de l'enseignement supérieur – se posent à l'échelle du globe ; or bien que nous ayons étudié cette dimension globale, et même formulé des théories à son sujet, constituer une communauté globale des sociologues reste une entreprise difficile. Ceci s'explique en partie par la diversité culturelle, en particulier linguistique, et en partie par la façon dont la *société civile* – le poste d'observation de la sociologie – est constituée, de par sa relation avec l'État-nation, à l'échelle nationale. Il faut aussi évoquer le domaine de l'enseignement supérieur, si profondément hiérarchique et dont la situation est tellement variable à travers le monde – même si, faut-il le préciser, les disparités entre les disciplines peuvent être aussi profondes au sein d'un même pays que d'un pays à l'autre. C'est que, si communauté globale il y a, elle naît de la relation entre des groupes privilégiés d'individus mobiles, cosmopolites et dotés de ressources importantes, ce qui les dissocie de populations locales à court de ressources.

Dans ce numéro, deux exemples différents illustrent bien l'influence de la dimension nationale sur la sociologie. Une série d'articles est consacrée à la sociologie italienne, qui a été au cours de son histoire balkanisée par ses liens avec l'Église, le Parti communiste et le Parti socialiste, et par un fossé Nord-Sud déjà ancien. Si la science politique italienne a été discréditée en raison de son association avec le fascisme, la sociologie italienne l'a été en raison de son association avec les Brigades rouges et d'autres mouvances radicales. Un autre dossier, consacré à la sociologie néo-zélandaise, illustre les liens de celle-ci avec la tradition britannique en matière de politique sociale, et les débats internes autour de son histoire coloniale. C'est une petite île qui craint son puissant voisin australien.

Il apparaît ainsi que les influences globales sur la sociologie se produisent généralement à la faveur d'héritages et de consolidations à l'échelle nationale. Le positionnement des nations dans le monde a une influence considérable sur la formation de la sociologie. Dans un entretien publié dans ce numéro, Ibrahim Berisha attire ainsi l'attention sur le vécu colonial des Albanais au Kosovo, tandis que Martin Albrow met l'accent sur l'influence de la Grande-Bretagne à l'échelle globale.

Ishwar Modi, l'un des plus fervents défenseurs d'une synthèse entre sociologies nationales et sociologie globale, nous a récemment quittés. Il a joué un rôle fondamental pour que la version en hindi de *Dialogue Global* devienne réalité, et aura été un pionnier de l'internationalisation des études sur les loisirs. Il va beaucoup nous manquer, mais son projet lui survivra.

> **Dialogue Global est disponible en 17 langues sur le [site web de l'ISA](#)**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu**



Des sociologues italiens exposent la difficile position de la sociologie en Italie.



Martin Albrow, sociologue britannique réputé, explique ce qui l'a amené à s'intéresser à « l'âge global ».



Ibrahim Berisha dépeint le sort des Albanais au Kosovo comme celui d'un peuple colonisé.



Des sociologues de Nouvelle-Zélande témoignent de leurs diverses initiatives dans la société néo-zélandaise.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Rédactrice en chef adjointe : Gay Seidman.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttil, August Bagà.

Rédacteurs-consultants :

Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchiyan, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe :

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Argentine :

Juan Ignacio Piovani, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.

Bangladesh :

Habibul Haque Khondker, Hasan Mahmud, Juwel Rana, US Rokeya Akhter, Toufika Sultana, Asif Bin Ali, Khairun Nahar, Kazi Fadia Esha, Helal Uddin, Muhaimin Chowdhury.

Bésil :

Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Benno Alves, Julio Davies.

Inde :

Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Pragya Sharma, Nidhi Bansal, Pankaj Bhatnagar.

Indonésie :

Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriayati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana.

Iran :

Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Sina Bastani, Mina Azizi, Vahid Lenjanzadeh.

Japon :

Satomi Yamamoto, Masataka Eguchi, Izumi Ishida.

Kazakhstan :

Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Gani Madi, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel.

Pologne :

Jakub Barszczewski, Katarzyna Dębska, Paulina Domagalska, Adrianna Drozdowska, Łukasz Dulniak, Jan Frydrych, Krzysztof Gubański, Sara Herczyńska, Kinga Jakiela, Justyna Kościńska, Kamil Lipiński, Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska-Zajac, Adam Müller, Zofia Penza, Teresa Teleżyńska, Anna Wandzel, Jacek Zych, Łukasz Żołądek.

Roumanie :

Cosima Rughiniș, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Tatiana Cojocari, Andrei Crăciun, Diana Alexandra Dumitrescu, Iulian Gabor, Alexandra Isbășoiu, Rodica Liseanu, Anda-Olivia Marin, Andreea Elena Moldoveanu, Oana-Elena Negrea, Mioara Paraschiv, Ion Daniel Popa.

Russie :

Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Anastasia Daur.

Taiwan :

Jing-Mao Ho.

Turquie :

Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.

Consultant médias : Gustavo Taniguti.

> Dans ce numéro

Éditorial : La sociologie globale, une entreprise difficile

2

> LA SITUATION DE LA SOCIOLOGIE ITALIENNE

La sociologie italienne au tournant du XXI^e siècle

Matteo Bortolini, Italie

4

Gramsci, un étranger dans son propre pays

Riccardo Emilio Chesta, Italie

6

Le double visage de la sociologie italienne, 1945-1965

Andrea Cossu, Italie

8

L'internationalisation de la sociologie italienne

Flaminio Squazzoni et Aliakbar Akbaritabar, Italie

10

Les stéréotypes sexistes dans la sociologie italienne

Annalisa Murgia, Royaume-Uni et Barbara Poggio, Italie

12

La sociologie en Italie, une discipline subalterne

Massimiliano Vaira, Italie

14

> INTERVIEWS À TRAVERS LE MONDE

La fin de "l'âge global" ? Entretien avec Martin Albrow

Raisa-Gabriela Zamfirescu et Diana-Alexandra Dumitrescu, Roumanie

16

L'héritage du colonialisme au Kosovo : Entretien avec Ibrahim Berisha

Labinot Kunushevci, Kosovo

20

> SOCIOLOGIE DE NOUVELLE-ZÉLANDE

La politique du pouvoir après le séisme d'Ōtautahi

Steve Matthewman, Nouvelle-Zélande

23

Sport et créativité dans les zones sinistrées

Holly Thorpe, Nouvelle-Zélande

26

Mauvais traitements passés sous silence

Elizabeth Stanley, Nouvelle-Zélande

28

Activistes et chercheurs font cause commune

Dylan Taylor, Nouvelle-Zélande

30

Vers une criminologie indigène

Robert Webb, Nouvelle-Zélande

32

> HOMMAGE À ISHWAR MODI (1940-2017)

L'étude des loisirs pour passion

Rajiv Gupta, Inde

34

Une source d'inspiration et d'encouragement

Karl Spracklen, Royaume-Uni

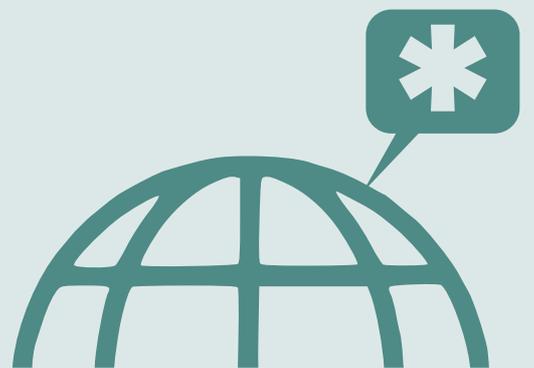
36

> RUBRIQUE SPÉCIALE

L'équipe turque de *Dialogue Global*

Gül Çorbacıoğlu et Irmak Evren, Turquie

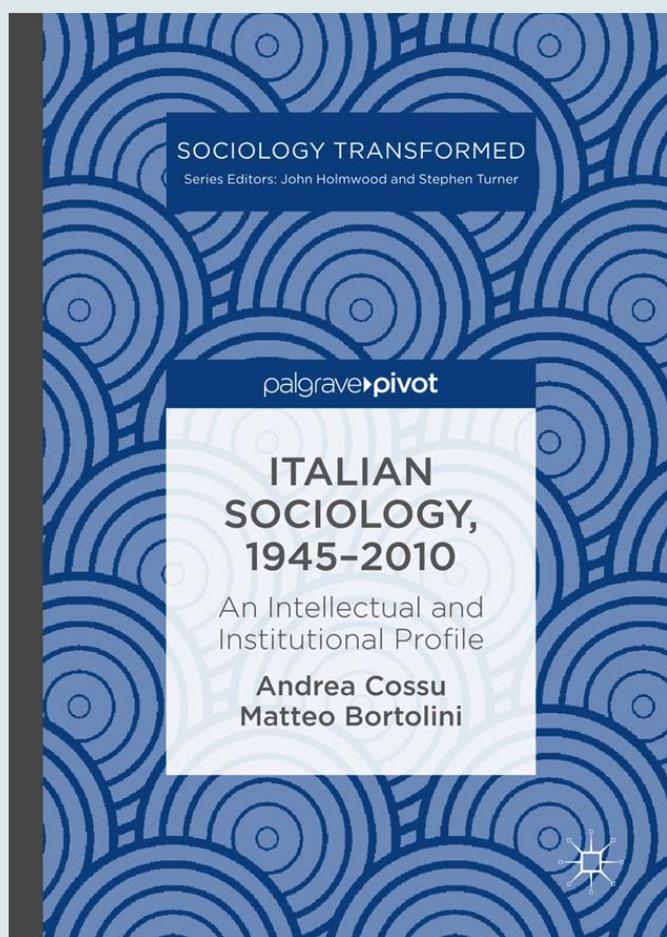
38



> La sociologie italienne

au tournant du XXI^e siècle

Matteo Bortolini, Université de Padoue (Italie)



Andrea Cossu et Matteo Bortolini viennent de publier *Italian Sociology, 1945-2010*.

Ainsi qu'Andrea Cossu et moi-même l'avons montré dans *Italian Sociology 1945-2010: An Intellectual and Institutional Profile*, le début des années 90 a marqué la fin de « l'héroïque » période fondatrice de notre discipline au profit de pratiques scientifiques moins charismatiques et plus professionnalisées, que l'on pourrait définir comme un mélange paradoxal de « routinisation sans standardisation ». L'absence

de consensus scientifique – ou même pragmatique – sur les sujets, les méthodes ou les cadres théoriques a eu des répercussions sur l'exercice du travail scientifique au quotidien et sur les relations entre les sociologues et leurs différents publics (collègues en Italie et à l'étranger, élites politiques nationales et locales, mouvements sociaux et religieux, acteurs économiques et médias) et empêché que se développe une vision commune des sociologues, de leurs références professionnelles et éthiques, ou de leurs perspectives. Un nouveau récit dominant sur le passé, le présent ou l'avenir de notre discipline s'est imposé – tant et si bien que même d'anciens mythes comme celui de la « renaissance de la sociologie après la guerre » ou celui des révoltes étudiantes de 68 (cf. les articles de [Chesta](#) et [Cossu](#) dans ce numéro) n'ont guère de sens pour la jeune génération de sociologues formée dans les grandes universités.

La pluralisation des approches et des méthodes de recherche sociologiques n'est bien entendu pas spécifique au cas italien et s'est généralisée un peu partout au cours des 30 dernières années, comme en témoignent nombre d'articles publiés dans *Dialogue Global*. En Italie, cependant, cette fragmentation postmoderne a pris une tonalité différente en raison de l'histoire particulière de la discipline dans notre pays. Depuis une quinzaine d'années, le tournant libéral opéré par les établissements d'enseignement supérieur du monde entier, caractérisé par une idéologie managériale fondée sur le marché et une offensive contre l'évaluation des professions universitaires héritée de l'après-guerre, a affaibli les *componenti*, ces trois puissants mouvements universitaires qui à la fin des années 60 ont émergé autour de lignes de clivage vaguement définies – le camp catholique, le camp communiste et le camp socialiste. En même temps, les universitaires de la jeune génération ont été encouragés à élargir leurs horizons géographiques, intellectuels et professionnels, et aujourd'hui beaucoup de sociologues italiens obtiennent leur diplôme ou des bourses de recherche à l'étranger, participent régulièrement à des congrès internationaux et sont

>>

actifs dans les réseaux scientifiques mondiaux. Certains délaissent par conséquent l'italien au profit de l'anglais pour leurs publications, prenant leurs distances avec des conventions universitaires sclérosées. Dès lors, il semble de plus en plus improbable que la sociologie italienne, en tant que discipline, puisse acquérir une image ou une pratique mieux définie ou plus consensuelle (cf. l'article de [Squazzoni et Akbaritabar](#) dans ce numéro).

Outre ces importantes évolutions, la sociologie italienne se trouve aujourd'hui confrontée à trois grands défis, concernant respectivement sa place dans l'imaginaire culturel et intellectuel de la nation, son rôle au sein des sciences sociales et du monde universitaire néolibéral en général, et ses infrastructures institutionnelles et associatives.

La sociologie italienne souffre d'abord d'un manque de reconnaissance dans l'imaginaire social de la nation (cf. l'article de [Vaira](#) et celui de [Murgia et Poggio](#) dans ce numéro). À l'exception d'une poignée de personnalités charismatiques issues des premières générations de sociologues qui ont acquis une notoriété comme responsables politiques de haut niveau ou intellectuels engagés dans le débat public, notre profession n'a eu qu'une influence limitée sur la société italienne. D'un côté, le lointain souvenir du long épisode italien de 68 – qui s'est poursuivi tout au long des années 70, lorsque plusieurs anciens étudiants de l'Université de Trente ont rejoint le groupe terroriste des Brigades Rouges tandis que d'autres sociologues dirigeaient des organisations de la « Nouvelle gauche » – contribue à perpétuer une image du sociologue qui est celle d'un intellectuel partisan et peu fiable – une image qui se trouve aujourd'hui renforcée, maintenant que certains spécialistes de sciences sociales choisissent de jouer le rôle d'idéologues, d'« intellectuels organiques » ou de consultants au service de mouvements politiques, de syndicats ou d'associations de la société civile. D'un autre côté, depuis le milieu des années 80, les sociologues ont été accusés d'être de « beaux parleurs » et souvent taxés de *tuttologi* (messieurs je-sais-tout) insipides. Malgré la notoriété acquise par des intellectuels engagés de la nouvelle génération de sociologues – notamment Ilvo Diamanti, Mauro Magatti et Giovanni Semi, dont le livre *Gentrification* a fait sensation en 2015 – du temps et beaucoup d'efforts seront nécessaires pour changer l'image de notre discipline, ou lui redonner sa légitimité dans les débats de société.

L'avenir de la sociologie dans le milieu universitaire reste intimement lié à celui du système d'enseignement supérieur en Italie. En 2004-2005, un programme a été mis en place à l'échelle nationale pour rassembler, analyser et évaluer la production scientifique des universitaires italiens. Bien qu'ils n'aient eu que peu de répercussions sur le terrain, les résultats obtenus dressaient un tableau peu reluisant : parmi les sciences sociales, la sociologie obtenait les pires résultats, ce qui a amené à prendre de nouvelles mesures pour améliorer la qualité des recherches publiées. Par la suite, le gou-

vernement néolibéral de Berlusconi a introduit une réforme radicale et très contestée de l'enseignement supérieur italien, connue comme la Loi 240/2010, qui a donné lieu à d'intenses querelles intra- et interdisciplinaires fin 2012. La publication des résultats de ce programme national de qualification scientifique (ASN) a conduit à introduire un nouveau mécanisme de recrutement suivant lequel seul un candidat sur cinq pouvait aspirer à devenir professeur titulaire ou maître de conférences. De plus, les universités du nord de l'Italie ont obtenu de bien meilleurs résultats que celles du centre et du sud du pays, avec davantage de candidats décrochant le titre nécessaire pour poursuivre leur carrière.

Ces inégalités entre régions et entre spécialités, ainsi que le pouvoir des trois grands *componenti* et la fragmentation de la discipline ont dès lors donné lieu à des débats particulièrement passionnés. L'une des polémiques les plus vives portait sur les critères d'évaluation établis dans la loi de 2010, qui avantageaient de manière disproportionnée les carrières axées sur la recherche. Le fait d'avoir publié des articles dans des revues étrangères et de faire partie de réseaux internationaux de recherche donnait toujours lieu à une évaluation positive, tandis que les activités d'enseignement et les fonctions assurées au sein de sa propre institution ne semblaient pas devoir entrer en ligne de compte. Dans l'ensemble, les sociologues « cosmopolites », ceux qui avaient partiellement ou entièrement tourné le dos au contexte sociologique de l'Italie, obtenaient de meilleurs résultats que leurs collègues plus actifs à l'échelle locale.

Enfin, les controverses autour de la réforme de 2010 ont eu de profondes et peut-être inattendues répercussions, sur l'Association italienne de Sociologie (AIS), une association créée en 1983 dans l'idée que les trois *componenti* échangent des informations et gèrent ensemble la répartition des postes universitaires et des fonds affectés à la recherche. L'association a peu à peu perdu de son prestige et de son attrait, et sa réaction au lendemain de la publication des résultats de l'ASN a entraîné la défection de nombreux sociologues. Alors que le nombre de ses adhérents est au plus bas, l'association tente de se renouveler en renforçant à la fois son rôle dans le débat public et son attrait en tant que principal porte-drapeau de la discipline. Au même moment, les spécialistes de sociologie économique – qui ont généralement obtenu de meilleurs résultats dans l'évaluation de la recherche scientifique – ont décidé de quitter l'AIS pour créer une nouvelle association professionnelle, *la Società Italiana di Sociologia Economica* (SISEC). En janvier 2017, forte de quelque 220 membres inscrits – soit environ un dixième des sociologues universitaires du pays – celle-ci a organisé sa première conférence nationale. Seul l'avenir dira si ce double renouvellement portera ses fruits et s'il aura aidé la sociologie italienne à surmonter l'une des périodes les plus agitées et incertaines de son histoire. ■

Toute correspondance est à adresser à Matteo Bortolini
<matteo.bortolini@unipd.it>

> Gramsci,

un étranger dans son propre pays

Riccardo Emilio Chesta, Institut universitaire européen, Fiesole (Italie)



Antonio Gramsci.

Au sein des sciences sociales, les débats actuels mettent généralement la sociologie critique et le marxisme dans le même sac. Leur relation ne va pourtant pas de soi. La renaissance de la sociologie dans l'Italie de l'après-guerre illustre parfaitement la lutte pour l'hégémonie dans l'étude du « social » – et les relations fondamentalement conflictuelles entre sociologie et marxisme.

Ce n'est pas un hasard si j'emploie le terme d'*hégémonie* : l'ambivalence des marxistes italiens à l'égard des sciences sociales remonte sans doute à Antonio Gramsci. De l'héritage philosophique de Gramsci à sa conceptualisation stratégique des intellectuels, en passant par la manière dont ses écrits ont été utilisés par le Parti communiste italien (PCI), beaucoup de facteurs ont contribué à creuser la distance entre Gramsci et la sociologie italienne de l'après-guerre. Alors qu'il est largement reconnu à l'international, Gramsci

est pratiquement un « étranger dans son propre pays », à savoir dans le domaine des sciences sociales italiennes.

> Le crypto-idéalisme dans le marxisme de Gramsci

En élaborant le cadre théorique de sa pensée, Gramsci a affronté la figure majeure de l'intellectuel engagé de l'époque : le philosophe napolitain Benedetto Croce, dont l'influence théorique et politique a dominé toute la première moitié du XX^e siècle. L'auteur le plus cité et dont il est le plus question dans les *Cahiers de prison* n'est de fait ni Marx ni Lénine, mais Croce.

En tant que défenseur d'un historicisme idéaliste, Croce niait l'existence même d'une « science du social » ; affirmant la primauté du droit à l'aide de raisonnements épistémologiques sophistiqués, il rejetait résolument la possibilité que la sociologie puisse être une discipline scientifique. Bien que Gramsci soit conscient des limites du paradigme de Croce – principalement son refus de concevoir le marxisme comme une philosophie de l'histoire – il appelait explicitement de ses vœux un « anti-Croce » susceptible de mettre fin à l'hégémonie de la pensée idéaliste et spiritualiste dans la culture italienne. En même temps, dans les *Cahiers de prison*, il s'intéresse de près aux grands textes de la science sociale de l'époque – quoique d'un point de vue critique, ce qui revenait à reconnaître d'une certaine manière que les sciences sociales pouvaient offrir une étude rigoureuse de la société et de la politique italiennes.

> Le Gramsci de Togliatti

Pour comprendre comment et pourquoi les intellectuels italiens des années 50 ont interprété l'œuvre de Gramsci sous un angle crypto-idéaliste, il ne faut pas s'arrêter à ses seuls écrits mais plutôt s'intéresser au contexte dans lequel ont été publiés pour la première fois ses textes les plus importants – des notes retrouvées dispersées dans une prison fasciste à sa mort en 1937. La première édition des *Cahiers de prison* a été publiée à titre posthume, dans une version préparée par le vieil ami de Gramsci, Palmiro Togliatti, chef de file du Parti communiste, et le journaliste

>>

communiste Felice Platone. Cette première édition divisait l'œuvre de Gramsci en plusieurs volumes, publiés entre 1948 (*Le matérialisme historique et la philosophie de Benedetto Croce*) et 1949 (*Les intellectuels, Le Risorgimento et les Notes sur Machiavel*). Togliatti et Platone présentaient Gramsci comme le principal héritier de la tradition culturelle italienne, suivant une parfaite filiation intellectuelle qui incluait De Sanctis, Spaventa, Labriola, Croce et enfin, Gramsci. En même temps, l'usage « néo-machiavélien » particulier qu'ils faisaient de l'analyse gramscienne de la formation des partis de masses – ou de ce que Gramsci qualifiait de « prince moderne » – illustre clairement la poursuite d'une stratégie d'hégémonie culturelle.

Cette approche particulière de l'œuvre du philosophe marxiste avait un double objectif. D'une part, Gramsci était associé à Croce et à l'idéalisme historique – ce qui permettait de légitimer la culture du Parti communiste auprès de la classe bourgeoise dominante. D'autre part, il fallait transformer son héritage intellectuel afin d'intégrer la dimension néo-machiavélienne du mouvement historique, avec Togliatti à la tête du parti et le parti comme principal acteur politique guidant la classe ouvrière. Ainsi présenté, Gramsci apparaissait comme un défenseur du rôle prépondérant pour les mouvements sociaux de la démocratie représentative, un philosophe bourgeois progressiste plutôt qu'un penseur intéressé par les cultures subalternes, et un tenant de l'idéalisme historique qui niait la valeur des sciences sociales.

> Le lien manquant

Pendant les années 50, l'œuvre de Gramsci a eu une influence majeure sur toute une génération d'intellectuels qui cherchaient à créer une bourgeoisie de gauche tout en accusant les jeunes sciences sociales d'être un « instrument au service des patrons » importé des États-Unis pour soumettre idéologiquement la classe ouvrière. De fait, l'un des principaux défenseurs de la sociologie en Italie était l'entrepreneur Adriano Olivetti, qui réunit et aidait financièrement des experts et des intellectuels liés au Parti socialiste. Dans son entreprise d'Ivrée, Olivetti créa un « département des relations sociales » où de jeunes spécialistes pouvaient étudier les travaux d'éminents sociologues américains et appliquer des méthodes sociologiques à l'étude des relations du travail.

Les intellectuels et dirigeants communistes restaient sceptiques à l'égard du projet d'Olivetti de créer une « entreprise-communauté », qui n'était à leurs yeux qu'une tentative de l'employeur d'empêcher la lutte des classes par le biais d'une forme de philanthropisme technocratique. Dans un article paru en septembre 1955 dans le journal officiel du Parti communiste *Il Contemporaneo*, l'intellectuel communiste Fabrizio Onofri décrivait le mouvement politico-culturel d'Olivetti comme une forme atypique de messianisme, décrivant Olivetti comme une sorte d'Allah, et le sociologue Franco Ferrarotti, le bras droit d'Olivetti, comme le prophète Mo-

ammed. Dans les années 50, le gramscisme officiel était devenu à la fois une philosophie idéaliste de l'histoire fondée sur des hypothèses théoriques déterminées manquant de preuves empiriques, et un manuel pour la « démocratie progressiste » de Togliatti, suivant une stratégie qui visait à obtenir des concessions graduelles pour la classe ouvrière dans le cadre des institutions démocratiques de la République.

Une lecture différente de l'œuvre de Gramsci est devenue possible avec l'émergence de nouveaux groupes critiques à la gauche du PCI au lendemain de deux événements. En 1955, les élections syndicales à l'usine FIAT – l'un des foyers du mouvement ouvrier italien – ont donné un résultat inattendu : la CGIL, l'un des principaux syndicats de gauche italiens et allié le plus solide du PCI dans les usines, a vu son score réduit de moitié. Un an plus tard, la répression par l'Union soviétique des manifestations à Budapest a contribué à amplifier les revendications latentes, entraînant un vaste débat parmi les intellectuels de gauche, dont beaucoup abandonnèrent à ce moment-là le PCI.

Mais lorsqu'une nouvelle génération d'intellectuels engagés (dont le groupe des *Quaderni Rossi* dirigé par Raniero Panzieri) commencèrent à remettre en question le marxisme institutionnalisé tel qu'il existait en Italie à la fin des années 50, ils se tournèrent vers une forme militante de recherche sociologique – la *inchiesta operaia* (l'enquête ouvrière) – pour critiquer l'interprétation qu'avait donné Togliatti de Gramsci. Mais il ne s'agissait pas d'une redécouverte à proprement parler du théoricien. Il faudra d'ailleurs attendre 1967 pour que l'Institut Gramsci invite les sociologues à étudier sa contribution, au cours d'un débat qui n'a cependant pas inauguré de programme d'études sérieux. Et tandis que les révoltes de 1968 ont contribué à renouveler la sociologie critique en important les travaux de l'École de Francfort, la plupart des sociologues universitaires, dans leur souci de professionnaliser la discipline, ont évité les théories critiques. Avec la crise du marxisme et des théories macro-sociologiques à la fin des années 1970, Gramsci n'apparaissait guère plus que comme un objet d'étude parmi d'autres de l'historiographie de la philosophie.

C'est là que réside le paradoxe : à un moment crucial de leur émergence et de leur consolidation en Italie, ni la sociologie académique ni la sociologie publique n'ont su trouver « le véritable Gramsci ». Alors qu'ailleurs dans le monde – des États-Unis et du Royaume-Uni à l'Amérique latine et l'Inde – les théories de Gramsci ont apporté des outils intellectuels essentiels pour la recherche en sciences sociales dans le domaine des *cultural studies*, des *subaltern group studies*, de l'économie politique ou des relations internationales, en Italie, ses contributions ont été pour l'essentiel ignorées par les sociologues à la fois académiques et critiques – au point que le grand penseur sarde est devenu un intellectuel à l'échelle mondiale tout en restant largement un « étranger dans son propre pays ». ■

Toute correspondance est à adresser à Riccardo Chesta
<riccardo.chesta@eui.eu>

> Le double visage de la sociologie italienne, 1945-1965

Andrea Cossu, Université de Trente (Italie)



Franco Ferrarotti, l'un des pères de la sociologie en Italie.

Pour les disciplines scientifiques, le chemin qui mène à la reconnaissance intellectuelle et à l'institutionnalisation s'avère presque toujours ardu, et implique non seulement des débats sur les frontières entre les disciplines mais aussi la création d'une infrastructure complexe et parfois exclusive grâce à laquelle la discipline peut s'implanter et, avec un peu de chance, se développer. L'Italie de l'après-guerre n'a pas fait exception, en particulier dans le cas des sciences sociales. La science politique était souvent perçue comme une discipline « fasciste » tandis que la statistique restait mal vue en raison de sa contribution à l'entreprise coloniale. La philosophie idéaliste dominait, et ne se privait pas de critiquer régulièrement

les sciences sociales – en particulier la plus faible d'entre elles, la sociologie.

Aussi la sociologie italienne a-t-elle fait ses débuts dans un environnement peu favorable, caractérisé non seulement par l'hostilité du milieu universitaire et les attaques politiques des intellectuels « organiques » du Parti communiste italien, mais aussi par les contraintes institutionnelles propres aux universités italiennes, qui ont compliqué les efforts engagés en vue de créer de nouvelles niches pour les disciplines émergentes. Un cocktail mortel de bureaucratisation fortement hiérarchisée contrôlée par l'État et de dynamiques patrimoniales locales a amené les sociologues à développer leur discipline essentiellement en dehors du milieu universitaire. Ceux-ci ont ainsi contribué, quoique parfois depuis une position subalterne, à créer tout un ensemble de centres de

recherche, de maisons d'édition et de centres de formation pour travailleurs sociaux – une configuration qui a eu des effets durables même au-delà des années 60, lorsque les sociologues ont commencé à être acceptés au sein du monde universitaire.

En Italie, les réflexions sur l'institutionnalisation de la sociologie ont souvent tourné autour de l'histoire des prises de position intellectuelle. Mais comme Matteo Bortolini et moi-même l'avons expliqué dans *Italian Sociology 1945-2010*, il faut aller plus loin dans notre réflexion pour comprendre pourquoi une cohorte de jeunes chercheurs – souvent marginalisés au sein des disciplines établies – sont devenus des sociologues avant d'intégrer, plus tard, l'université. En d'autres termes, c'est d'un point de vue sociologique qu'il faut analyser comment cette cohorte a décou-

vert la sociologie, en nous intéressant plus particulièrement aux domaines de spécialité, aux relations et aux processus, plutôt qu'en s'intéressant, comme cela a été le cas traditionnellement en Italie, à l'action et aux stratégies délibérées de notre discipline.

C'est durant la décennie qui va de 1951 (année de la fondation d'une des plus importantes revues italiennes de sociologie, les *Quaderni di Sociologia*, par Franco Ferrarotti et son conseiller le philosophe Nicola Abbagnano) à 1961 (lorsque les trois premières chaires de sociologie ont été créées à l'issue d'un concours national) que l'infrastructure de la discipline a été mise en place et qu'ont été créés les centres qui sont encore aujourd'hui les principaux centres sociologiques du pays. Rétrospectivement, Diana Pinto a divisé cette période en deux grandes périodes d'une durée à peu près égale : si la période 1950-56 a été celle de la découverte de la sociologie, la période qui a immédiatement suivi a été celle où la sociologie a acquis sa « centralité culturelle ». Mais « polycentrisme » serait sans doute un terme plus approprié.

Même si l'université constituait une institution centrale dans le paysage intellectuel italien, il faudra attendre la fin des années 60 pour que les sociologues se tournent en masse vers l'université – c'est-à-dire à l'époque où Balbo et ses collègues ont déclaré la sociologie une « science malade », reconnaissant par là l'échec du rêve qui voulait que les sociologues puissent être à la tête de la modernisation du pays, leur laissant donc comme seule alternative viable des postes à l'université. Avant ce tournant, l'infrastructure de la sociologie en Italie était pour l'essentiel extra-universitaire, avec notamment des centres de recherche comme le Centro Nazionale di Prevenzione e Difesa Sociale à Milan, des associations culturelles comme Il Mulino à Bologne, et des mouvements politiques comme Comunità, fondé par l'entrepreneur Adriano Olivetti – qui suivant sa vision entrepreneuriale atypique, concevait les sciences sociales

appliquées comme un instrument fondamental pour donner aux communautés les moyens d'agir à l'usine et en dehors de l'usine. Ces centres de recherche ont noué des liens durables avec des fondations culturelles et des organisations internationales (comme la Fondation Ford ou l'Unesco) tandis que d'importantes maisons d'édition – dont Einaudi, Comunità (fondée, là encore, par Olivetti) et Il Mulino – ont à la fois pris part aux débats intellectuels sur ce qui différencie la sociologie des autres sciences sociales (notamment la philosophie) et contribué à la diffusion d'analyses empiriques et de travaux sur le terrain. Dans le même temps, un réseau informel de spécialistes a mené des recherches appliquées dans quelques instituts universitaires (à Milan, Gênes, Turin, Florence et Portici), essentiellement dans le domaine des relations du travail, de la sociologie économique, des études sur les communautés et de la géographie électorale.

Ainsi la sociologie italienne était-elle à la fin des années 50 une discipline au double visage, tiraillée entre un intérêt central pour la théorie (avec une préférence marquée pour le fonctionnalisme) comme moyen de gagner une légitimité, et les efforts déployés pour faire de la recherche appliquée. Les résultats ont été mitigés. Par « théorie », il faut entendre généralement une reproduction des écrits dogmatiques et partiaux de Parsons, Merton et Lazarsfeld ; le travail de terrain se limitait souvent à des enquêtes standardisées et de rudimentaires travaux ethnographiques, laissant peu de place à des recherches innovantes.

Malgré cette approche restrictive, cependant, la sociologie est devenue une « science normale », ce qui était fort nécessaire. Les sociologues de la première génération (dont Ferrarotti, Alessandro Pizzorno, Sabino Acquaviva, Eugenio Pennati, Achille Ardigò, Luciano Cavalli, Giorgio Braga et Filippo Barbano, dont le statut de *libero docente* leur permit d'enseigner à l'université) mirent à profit leurs

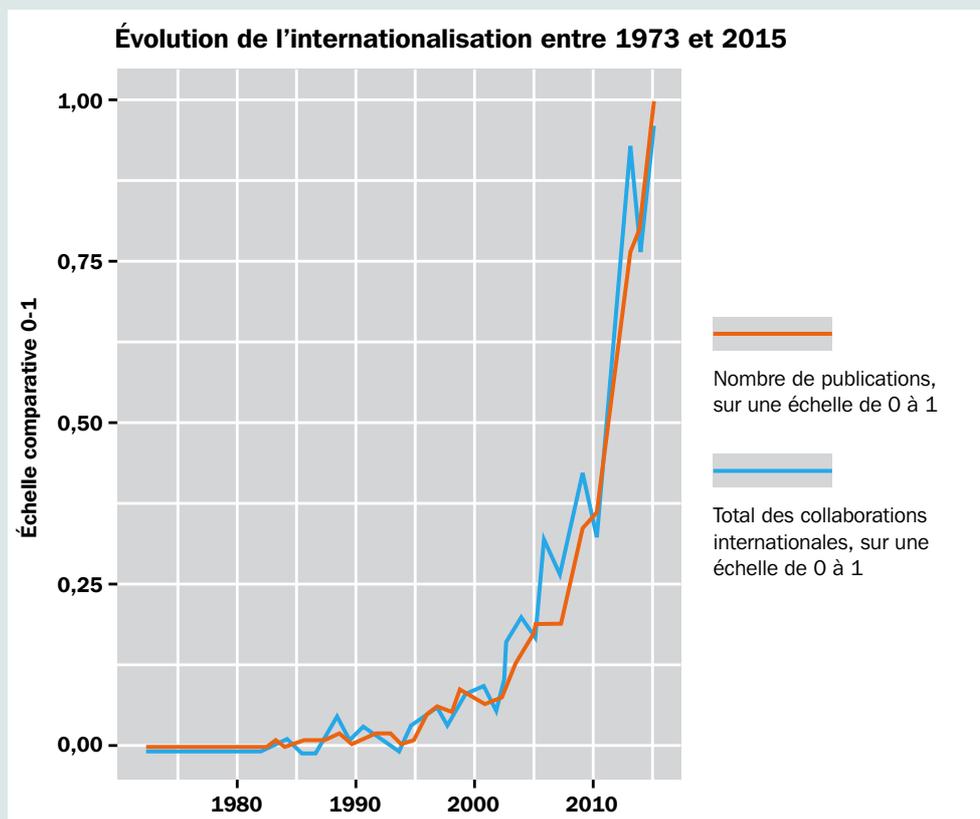
connaissances et leurs qualifications pour créer des centres spécialisés dans les grandes universités du pays. C'est dans ces centres qu'a été formée une nouvelle génération plus spécialisée de sociologues, au moment où le pays s'engageait vers un système universitaire de masse où les sciences sociales gagnaient en importance.

La discipline a donc considérablement évolué au cours des années 60. L'espoir que les sociologues puissent servir de conseillers auprès du « prince » dans le processus de modernisation du pays s'était évanoui ; au lieu de cela, la sociologie a trouvé un statut plus stable, à l'université et ailleurs, l'université étant devenu le lieu principal de formation et de transmission pour la sociologie. La première institution à délivrer des diplômes de sociologie a été fondée à Trente en 1962 ; suite à ce choix décisif, d'autres facultés de sociologie ont vu le jour, et des spécialisations en sociologie ont commencé à être proposées dans les facultés de science politique.

Ainsi, une vingtaine d'années après les timides premières tentatives pour légitimer la sociologie en Italie, la présence de notre discipline à l'université a commencé à pleinement se déployer. Pendant longtemps, la sociologie avait été une discipline dont les caractéristiques obéissaient plus aux exigences de la recherche au quotidien qu'au prestige intellectuel associé à la reconnaissance du milieu universitaire. Dès lors, il n'est pas surprenant que cet éloignement prolongé des salles de classe ait eu des conséquences considérables, en influant non seulement sur l'attitude des sociologues mais aussi sur le type de recherche qui était privilégié, ainsi que sur les orientations théoriques, y compris celles de grandes figures de la discipline. Ce n'est qu'à la fin des années 60 (et de manière plus nette encore pendant les années 70) que la sociologie italienne a résolument pris le chemin de la complexification théorique, empirique et méthodologique. ■

> L'internationalisation de la sociologie italienne

Flaminio Squazzoni et Aliakbar Akbaritabar, Université de Brescia (Italie)



L'internationalisation de la sociologie italienne, 1973-2015.

Les sociologues italiens sont présents dans toute une variété d'établissements d'enseignement et de recherche de différentes régions du pays. Un certain nombre de pratiques bien implantées de recrutement et de promotion – fondées sur un mélange complexe de réglementations imposées d'en haut et de courants paradigmatiques ou basés sur des « cliques » locales qui coexistent et s'opposent à la fois – ont permis aux sociologues d'étendre leur influence à l'université et d'obtenir des postes dans de nombreuses institutions. Les universités italiennes comptent par exemple à peu près le même nombre d'enseignants en sociologie qu'en économie (soit environ 1.000 professeurs titulaires, maîtres de conférences et assistants). Mais bien qu'on puisse y voir une évolution réussie de notre communauté, il reste à savoir si ces pratiques ont véritablement favorisé l'excellence de la recherche, ou lui ont au contraire porté préjudice.

Afin de pouvoir offrir des informations quantitatives sur les publications des sociologues italiens, nous avons extrait du site web du MIUR (Ministère italien de l'Éducation,

de l'Université et de la Recherche) les noms de l'ensemble des 1.227 sociologues italiens (y compris les post-docs inscrits en 2016) puis nous avons consulté la base de données de Scopus, qui recense les revues internationales, actes de conférence, monographies et chapitres d'ouvrage ainsi que les principales revues nationales, pour la période allant des années 1970 aux années 2010.

Nous avons découvert que 63,8% des sociologues italiens ont au moins une publication référencée par Scopus. Cela signifie qu'en Italie, un sociologue sur trois n'a aucune publication recensée, que ce soit dans l'une des grandes revues internationales ou italiennes, des actes de conférence ou une participation à un ouvrage collectif.

Un petit nombre des sociologues italiens apparaissent souvent dans la base de données. Ainsi, cinq d'entre eux ont publié plus de 35 publications indexées. À l'inverse, environ 20% des sociologues italiens (249) n'ont publié qu'un article au cours de toute leur carrière. Si l'on prend en considération l'impact des publications, il apparaît que

>>

52,4% d'entre elles (soit 1.840 sur un total de 3.515 publications) n'ont jamais été citées dans la base de données.

Les données étudiées témoignent de fortes disparités géographiques : les sociologues des universités du nord (45,5%) et du centre (27,2%) de l'Italie ont publié nettement plus que ceux des universités du sud du pays, ce qui semble indiquer soit une tendance à l'auto-sélection soit un effet négatif du contexte qui pourrait être le reflet d'un développement socioéconomique inégal entre les différentes régions. Cependant, seule une analyse plus approfondie du système de recrutement des universitaires (qui nécessiterait de reconstituer les comités de recrutement et la liste des candidats au travers de la base de données du MIUR) pourrait nous aider à déterminer si cette tendance est davantage due à l'auto-sélection et à l'homophilie qu'aux effets du contexte.

Si ces résultats ne sont sans doute pas une surprise pour ceux qui s'intéressent au milieu universitaire italien, nous avons obtenu d'autres résultats intéressants en incluant des séries temporelles à notre étude. Nous avons examiné les publications internationales écrites en collaboration – qui sont celles des chercheurs a priori les plus actifs au sein de la communauté internationale des sociologues, et par conséquent les plus exposés aux standards de recherche internationaux. Après avoir évalué pour chaque chercheur italien la proportion de co-auteurs non italiens par rapport à l'ensemble des co-auteurs, et pondéré les données dans le temps, nous avons constaté une très nette augmentation du taux de collaborations internationales ces dernières années, ainsi que du nombre de publications. Les deux tendances sont

assez semblables, avec une croissance de plus de 50% des collaborations internationales au cours des dix dernières années (voir le graphique à la page précédente).

Pour une analyse plus approfondie, il serait nécessaire d'évaluer de manière systématique les facteurs de causalité ; toujours est-il que cette tendance est probablement attribuable aux effets positifs de l'évaluation nationale de la recherche réalisée par l'ANVUR (l'Agence nationale italienne pour l'évaluation du système universitaire et de recherche), qui a été créée en 2010 et a évalué les travaux de recherche en sociologie publiés depuis 2004. Même si les chercheurs ont besoin de temps pour pouvoir adapter leurs stratégies de publication, de nombreux sociologues peu familiarisés avec les revues internationales ont sans doute réalisé l'importance de publier dans des revues reconnues. Dans d'autres cas, des sociologues qui publiaient déjà à l'international ont pu décider de miser davantage sur les publications internationales pour mieux mettre à profit leur investissement initial.

Nous ne sommes pas en train de dire que les pressions institutionnelles ont à elles seules des effets darwinistes directs, qui feraient que les chercheurs se contentent de s'adapter pour améliorer leur niveau d'adéquation. Cependant, la course aux financements à l'échelle nationale et internationale, et l'importance de plus en plus grande accordée au rendement des universités et de chacun de leurs départements, pourraient jouer en faveur d'une internationalisation accrue et convaincre de l'importance de publier dans des revues internationales de renom pour améliorer leur réputation en tant que chercheurs. En bref, on pourrait dire « *Eppur si muove* » : et pourtant, ça tourne ! ■

Toute correspondance est à adresser à Flaminio Squazzoni
<flaminio.squazzoni@unibs.it>

> Les stéréotypes sexistes dans la sociologie italienne

Annalisa Murgia, Leeds University Business School (Royaume-Uni) et **Barbara Poggio**, Université de Trente (Italie)



Révolte des étudiants à Trente en 1968.

La sociologie italienne entretient une relation assez complexe avec les études de genre, qui s'explique par toute une série de circonstances et de faits propres au milieu universitaire italien et au développement du mouvement féministe en Italie.

En Italie, la notion de genre est apparue dans les débats sociologiques à la fin des années 1970, sous l'impulsion d'une poignée de femmes sociologues qui ont fait œuvre de pionnières. En Italie comme dans beaucoup d'autres pays, les réflexions théoriques sur le genre ont d'abord été engagées en dehors du milieu universitaire, en liaison étroite avec le militantisme politique en faveur de l'égalité des droits entre hommes et femmes, et autour de questions comme l'avortement et le divorce. Ce lien étroit avec l'activisme politique a cependant freiné l'institutionnalis-

tion des études de genre dans un système universitaire qui tenait à affirmer son indépendance à l'égard de la politique, ainsi que dans le champ de la sociologie – une discipline qui cherchait à se défendre contre des accusations de militantisme politique et de finalités idéologiques.

Mais la société italienne a longtemps été – et reste – marquée par un ordre traditionnel des genres, encore très présent dans le système universitaire actuel. On constate encore de fortes inégalités hommes-femmes dans les carrières scientifiques, notamment la persistance d'un « effet de ciseau » : bien que les femmes soient plus nombreuses que leurs homologues masculins dans les filières de premier et deuxième cycles, mais aussi au niveau doctorat et post-doc, le plus souvent leur nombre s'effondre lors du passage à une carrière universitaire. Dans les sciences

>>



Réunion de féministes à Trente en 1968.

politiques et sociales, les femmes ne représentaient en 2015 que 26% des professeurs titulaires, 39,3% des maîtres de conférences et 46,7% des professeurs assistants (Ministère italien de l'Enseignement, des Universités et de la Recherche, 2016). On trouve par ailleurs peu de femmes dans les comités éditoriaux des revues scientifiques, en particulier parmi les revues les mieux classées.

En outre, l'organisation rigide des cursus en Italie, qui prévoit un nombre limité de cours officiels liés à un programme d'études établi à l'échelle nationale par le ministère, contribue à la marginalisation des études de genre à l'université. Il est dès lors difficile d'introduire de nouvelles disciplines, en particulier lorsqu'elles ne bénéficient pas d'une pleine légitimité – comme c'est le cas des études sur le genre – ou lorsque ses promoteurs sont des universitaires en début de carrière ou qui occupent des postes jugés secondaires.

Parallèlement, l'introduction des études de genre à l'université a également été freinée par des débats internes au mouvement féministe lui-même. En particulier, la théorie féministe de la différence, qui a joué un rôle important en Italie, prônait pour les femmes la revendication de la conscience de soi et le séparatisme, tout en affichant sa méfiance à l'égard du système universitaire, perçu comme un bastion du pouvoir académique et patriarcal. De plus, comme le fait remarquer Saraceno, les universitaires féministes italiennes qui voulaient avoir une influence sur les programmes d'études, se sont longtemps demandé quelles stratégies institutionnelles adopter : valait-il mieux introduire des cursus spécifiques consacrés aux études de genre et aux études féministes, ou plutôt essayer d'intégrer la notion de genre à l'ensemble des cursus ? Étant donné la rigidité institutionnelle du système universitaire italien, la plupart ont fait le choix de l'intégration, en accordant une place privilégiée aux femmes, puis au genre, dans les matières ordinaires enseignées à l'université, en proposant aux étudiants des séminaires, des initiatives et autres manifestations en plus des cursus établis, et enfin, en créant des centres de recherche consacrés au genre.

Ce n'est qu'à la fin des années 80 qu'a été engagée la lutte pour que les études de genre jouissent d'une pleine reconnaissance institutionnelle – une lutte qui se poursuit au XXI^e siècle. Dans le champ de la sociologie, un pas important a été franchi en 2012, avec la création d'une section spécifique consacrée aux études de genre au sein de l'Association italienne de Sociologie.

Au fil des années, les études de genre en Italie se sont peu à peu développées – quoique de manière quelque peu fragmentaire et non systématique. Aujourd'hui, elles restent circonscrites à des cadres bien particuliers au sein du milieu universitaire italien ; si l'enseignement et la recherche sur les différences de genre sont aujourd'hui reconnus, c'est souvent grâce à des universitaires isolées, qui se sont forgé une réputation au sein de leur institution ou de leurs cercles scientifiques respectifs. Les formations dans les études de genre offertes aux étudiants de premier et deuxième cycles restent par ailleurs très limitées. Une enquête montrait ainsi que sur l'ensemble des cours de niveau licence ou master proposés en 2011-12, seuls 57 étaient axés sur le genre – ce qui représente une part infime de tous les cours proposés aux étudiants qui se spécialisent. Un quart des cours axés sur le genre faisaient partie d'un cursus de sociologie, tandis qu'aucun cursus spécifique n'était consacré aux études de genre. Les études de genre en troisième cycle étaient également limitées : 12 formations spécialisées, six masters et quatre programmes de doctorat. Depuis quelques années, on assiste à un nouveau recul dans l'introduction ou l'expansion des études de genre, à la fois dû aux récentes politiques d'austérité et aux coupes budgétaires qui vont avec, et au fait que la notion de genre peine toujours à être reconnue dans le milieu universitaire – une situation aggravée par les constantes accusations d'influences politiques ainsi que par la récente campagne, très médiatisée, menée par des associations et mouvements traditionalistes catholiques dans le but de dénigrer les fondements scientifiques des études de genre. Tout cela tend également à limiter la reconnaissance et la diffusion des recherches dans le domaine des études de genre, ce qui marginalise d'autant les chercheurs qui travaillent dans ce domaine.

Malgré les résultats substantiels et l'importante contribution qu'elles ont apporté à diverses disciplines des sciences sociales et au-delà, les études de genre se caractérisent aujourd'hui en Italie par ce que Di Cori a qualifié de « profil d'indétermination identitaire ». Même dans le champ de la sociologie, les études de genre n'ont pas une présence systématique et pleinement légitimée dans les programmes d'études – une situation liée aux importants déséquilibres hommes/femmes qui perdurent dans les parcours professionnels des universitaires en Italie. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Annalisa Murgia <a.murgia@leeds.ac.uk>
Barbara Poggio <barbara.poggio@unitn.it>

> La sociologie en Italie, une discipline subalterne

Massimiliano Vaira, Université de Pavie (Italie)

Longtemps contestée, la reconnaissance de la sociologie en tant que discipline scientifique et universitaire est un fait récent dans les universités italiennes. En raison de son apparition tardive, la reconnaissance et l'institutionnalisation de la sociologie tant dans la sphère universitaire que sur le plan sociétal, ne peuvent être considérées comme pleinement acquises. C'est pourquoi, même aujourd'hui, la sociologie occupe une place subalterne à l'université. Cet article décrit, selon une optique bourdieusienne, la situation de notre discipline depuis les années 2000, en s'appuyant sur des données officielles concernant le nombre d'universitaires titulaires, de filières et de facultés, qui reflètent le niveau relativement faible d'institutionnalisation de la sociologie, sa position subalterne et son pouvoir limité dans le milieu universitaire italien, avant d'aborder d'autres aspects du statut et de l'état de la discipline.

La sociologie peut être considérée comme une discipline hybride dans la mesure où elle appartient aux *soft sciences* (sciences humaines) tout en se situant à la limite entre recherche fondamentale et recherche appliquée. Par ses réflexions sur les fondements théoriques, épistémologiques et ontologiques, elle est proche d'une science pure comme la philosophie, tandis que la dimension empirique des enquêtes sociologiques est à l'origine de connaissances appliquées qui peuvent être utilisées à différentes fins et dans différentes sphères sociales. Bien que d'autres disciplines (comme l'économie, la psychologie ou la physique) partagent avec la sociologie ce caractère hybride, la plupart penchent davantage soit vers les sciences appliquées soit vers les sciences fondamentales, et elles sont caractérisées par une distinction interne plus nette et plus institutionnalisée entre production de savoirs théoriques et production de savoirs pratiques ou appliqués.

À cet égard, la sociologie occupe une place difficilement perceptible dans le monde universitaire. Étant donné sa

nature hybride et le caractère récent et encore inachevé de son institutionnalisation, elle conserve une « identité » scientifique mal définie, et reste confinée aux marges de l'université et souvent considérée comme dépourvue d'intérêt dans le débat public.

Cette position difficilement perceptible de la sociologie, à la fois dans le milieu universitaire et dans la société, limite l'influence de la discipline – comme il apparaît à travers des données nationales qui montrent son manque de reconnaissance institutionnelle, sa situation marginale à l'université et par conséquent son pouvoir limité.

Pour commencer, il y a aujourd'hui seulement cinq facultés de sociologie sur les 900 facultés que comprend le système universitaire italien (qui englobe 97 institutions publiques, privées et d'enseignement à distance) – c'est-à-dire cinq facultés dont l'intitulé officiel comprend le terme de « sociologie », et dont les enseignants sont pour la plupart des sociologues. En 2012 (la dernière année pour laquelle nous disposons de données), sur 2.687 cours de licence, seuls 18 étaient des cours de sociologie, proposés dans 16 institutions ; sur un total de 2.087 cours de master, seuls 22 étaient des cours de sociologie, proposés dans 18 institutions. En 2016, on comptait moins de dix programmes de doctorat en sociologie sur un total de 913 toutes disciplines confondues.

Ces données illustrent de manière assez éloquent la situation marginale de la sociologie, mais les chiffres concernant les professeurs titulaires de sociologie par rapport à ceux d'autres disciplines, sont encore plus révélateurs. Le tableau qui suit donne un aperçu général pour les années 2001 à 2015. Les six disciplines comparées représentent près de 60% de l'ensemble des postes de professeur titulaire dans les universités italiennes en 2015. Ces données indiquent à quel point la sociologie est numériquement faible par rapport à des disciplines plus appliquées

>>

Nombre de professeurs titulaires par discipline et par année

	Ingénierie/ Architecture	Lettres	Économie/ Statistique	Droit	Mathématiques	Psychologie	Sociologie
2001	6241	1769	3794	3957	2494	872	685
2005	8738	1867	4406	4612	2575	1086	817
2010	8608	1670	4647	4765	2443	1239	933
2015	7802	1382	4309	4328	2171	1238	906

La situation marginale de la sociologie dans le milieu universitaire italien.

(telles que ingénierie/architecture, économie/statistique, ou droit), des disciplines plus « pures » (comme les lettres ou les mathématiques) ou même la psychologie, une discipline qui, comme la sociologie, a été introduite relativement récemment à l'université et qui présente, dans une certaine mesure, le même caractère hybride.

En tant que discipline, la sociologie souffre d'une sorte de fragmentation qu'on pourrait qualifier de double balkanisation. D'un côté, elle se trouve dispersée dans toute une myriade de facultés (par exemple, de science politique, d'économie, de droit, de médecine, d'ingénierie/architecture, de sciences humaines), où elle joue souvent un rôle secondaire en tant que discipline mineure dominée par d'autres disciplines plus centrales. Même si c'est parfois aussi le cas d'autres disciplines (comme par exemple les mathématiques, qui peuvent être intégrées aux facultés d'économie, d'ingénierie/architecture ou de médecine ; ou la psychologie ou le droit, qui peuvent être intégrés aux facultés de science politique, de sociologie ou d'économie), celles-ci sont nettement moins dispersées que la sociologie. Par exemple, en comparaison des cinq facultés de sociologie, on trouve en Italie dix facultés de lettres, 18 de psychologie, 20 de droit, 35 de mathématiques, 56 d'économie, 137 d'ingénierie/architecture (une discipline également enseignée dans trois universités technologiques supérieures connues sous le nom de *Politecnici*).

En interne, la sociologie est également fragmentée entre ce qu'on appelle les *componenti* (les camps), trois grandes écoles de pensée fondées sur des bases politiques plutôt qu'épistémologiques. Cette fragmentation a dans une large mesure empêché et continue d'empêcher la sociologie italienne de développer une conception unifiée au sein même du milieu universitaire et dans ses rapports avec les autres disciplines.

Enfin, la communauté universitaire des sociologues n'a pas su créer un système d'accréditation pour les sociolo-

gues qui travaillent en dehors de l'université, à l'inverse de ce qui se fait dans des domaines comme la médecine, le droit, l'ingénierie/architecture, la psychologie, et, dans une certaine mesure, l'économie. Ceci a une double conséquence. D'une part, cela réduit la sociologie à une position d'infériorité sur le marché du travail : les diplômés en sociologie ne sont pas considérés comme des professionnels dotés de compétences et de connaissances déterminées (on a coutume de dire qu'un sociologue est à la fois tout et rien, qu'il n'est ni chair ni poisson). D'autre part, et cela est lié, la sociologie se retrouve à jouer les rôles secondaires dans la sphère universitaire : le fait qu'elle ne revendique pas de former des « professionnels » au sens strict du terme ne fait que perpétuer la place marginale qu'elle occupe à l'université.

Ensemble, ce contexte structurel et ces tendances apportent un éclairage, même approximatif, sur la situation subalterne dans laquelle se trouve la sociologie. Apparemment pauvrement dotée en capital scientifique, académique ou socio-économique, notre discipline occupe une place à l'écart des trois pôles du monde universitaire italien – à savoir, le pôle de la reconnaissance scientifique, celui du pouvoir académique, et le pôle plus prosaïque de la reconnaissance économique et sociale. La dotation relativement faible de notre discipline dans ces trois dimensions fait qu'elle dispose de peu d'opportunités pour accroître ses ressources symboliques et matérielles. Cette situation – qui est le résultat de l'histoire institutionnelle de la discipline, de son statut intellectuellement et socialement mal défini en tant que science, de son état de « double balkanisation » et de son manque de reconnaissance professionnelle – a relégué la sociologie italienne au bas de la hiérarchie universitaire, la condamnant à être une discipline dominée et périphérique. ■

Toute correspondance est à adresser à Massimiliano Vaira
<massimiliano.vaira@unipv.it>

> La fin de “l’âge global” ?

Entretien avec Martin Albrow



Martin Albrow.

Martin Albrow, sociologue britannique de renom, s’est d’abord forgé une réputation en tant que spécialiste de Max Weber et qu’auteur du célèbre *Bureaucracy* (1970). Théoricien de la première heure de la mondialisation, il publie dès 1996 l’ouvrage pionnier *The Global Age: State and Society Beyond Modernity*. Parmi ses écrits, on pourrait également citer *Max Weber’s Construction of Social Theory* (1990) et *Do Organizations Have Feelings?* (1997). Après s’est formé auprès du grand Norbert Elias, il obtient en 1973 son doctorat à l’Université de Cambridge. Martin Albrow a enseigné dans des universités du monde entier, a été le président de l’Association britannique de Sociologie entre 1985 et 1987 et le premier rédacteur en chef de la revue de l’ISA, *International Sociology*, de 1984 à 1990. Il est aujourd’hui professeur émérite à l’Université du pays de Galles et membre de l’Académie des Sciences sociales (Royaume-Uni).

Cette interview a été réalisée à la Faculté de Sociologie et du Travail social de l’Université de Bucarest (Roumanie), à l’occasion d’une conférence du Professeur Albrow organisée par le Département de Sciences sociales de l’Institut de recherche de l’Université de Bucarest ([ICUB](#)). L’entretien a été mené par **Raisa-Gabriela Zamfirescu** et **Diana-Alexandra Dumitrescu**, toutes deux étudiantes en doctorat à la Faculté de Sociologie de l’Université de Bucarest.

RGZ : Vous avez été un pionnier de la sociologie de la mondialisation. Comment avez-vous commencé à vous y intéresser ?

MA : En fait, je pense que la mondialisation est quelque chose auquel je me suis intéressé relativement tard. J’ai d’abord fait des études d’histoire, avant de m’orienter vers la sociologie. J’ai commencé à étudier la sociologie à la London School of Economics puis, en 1961, j’ai fait mes débuts comme enseignant tout en continuant à travailler sur ma thèse consacrée à Max Weber. J’ai mis beaucoup de temps

>>

à la terminer car j'enseignais en même temps, et parce que je commençais à m'intéresser à d'autres choses. J'ai finalement décidé de me centrer sur les organisations. Mon premier livre, publié en 1970, traitait de la bureaucratie.

RGZ : Et a connu à ce jour pas moins de huit réimpressions.

MA : En effet, le livre a rencontré un réel succès. Je ne sais pas pourquoi, ce n'était après tout qu'un petit volume mais que les étudiants ont trouvé vraiment utile et, pendant de nombreuses années, j'étais connu pour ce livre. Je me suis retrouvé engagé dans une carrière universitaire classique : je suis devenu professeur, et aussi président de l'Association britannique de Sociologie. Ça c'était dans les années 80. J'ai acquis une certaine notoriété après avoir dirigé la revue de l'Association britannique sociologique, *Sociology*, puis on m'a proposé de diriger la revue de l'Association internationale de Sociologie, *International Sociology*. Cela a représenté un changement important pour moi. C'était le milieu des années 80, à l'époque où la « mondialisation » commençait à prendre de l'importance. Tout en m'efforçant de terminer mon travail sur Max Weber, je me suis posé la question : « Que ferait aujourd'hui Max Weber, s'il était vivant ? ». Et je me suis dit qu'il étudierait sans doute cette nouvelle orientation de l'histoire mondiale. Il avait toujours été intéressé par la géopolitique en même temps qu'il travaillait sur ses projets intellectuels ; c'était également une figure politique et j'ai pensé qu'il aurait été intéressé par la mondialisation.

J'ai donc terminé mon livre sur Weber et la même année – 1990 – j'ai regroupé avec l'aide de mon assistante Elizabeth King une série d'écrits qui allait paraître sous le titre *Globalization, Knowledge and Society: Readings from International Sociology*. L'ouvrage a été publié à l'occasion du Congrès mondial de l'ISA à Madrid, et un exemplaire a été distribué à l'ensemble des participants – soit quelque 4.000 sociologues venus du monde entier. Le terme de *globalization* était lancé dans notre discipline.

RGZ : Pour en venir à des questions récentes concernant le régionalisme et la mondialisation, comment envisagez-vous l'avenir de l'Union européenne après le Brexit ?

MA : Je pense que l'un des problèmes historiques de l'Union européenne (UE) vient du fait qu'elle n'a pas réussi à développer une image suffisamment forte d'elle-même auprès du reste du monde. Elle n'a pas su faire suffisamment entendre sa voix sur les problèmes de portée mondiale. L'Europe s'est montrée trop tournée sur ses propres préoccupations politiques. Je pense que cela a été l'un de ses points faibles par le passé – mais bien entendu, il est extrêmement difficile pour une organisation englobant plus de 20 pays de s'accorder et de créer ensemble quelque chose de cohérent. Extrêmement difficile.

Le Brexit peut à mon avis aboutir à deux scénarios possibles pour l'Union européenne. D'un côté, il peut encourager l'UE à devenir plus forte, plus intégrée, et à reconnaître qu'elle a effectivement des points faibles et a besoin d'une meilleure coordination interne. Dans ce cas de figure, il sera plus facile pour l'UE de trouver un intérêt commun lors de ses négociations avec le Royaume-Uni. Je ne crois pas me tromper en disant que le gouvernement britannique veut une Union européenne forte. Une UE affaiblie n'est dans l'intérêt de personne. Donc si les différentes parties conviennent que chacun a quelque chose à y gagner, si le Royaume-Uni et l'UE peuvent arriver à un accord, alors l'Union européenne s'en trouvera renforcée. Ça, c'est une possibilité. L'autre possibilité – et c'est une crainte que nous devons tous avoir – c'est que les mêmes facteurs qui ont entraîné le Royaume-Uni à sortir de l'UE incitent d'autres pays membres à faire de même. Or il y a plusieurs pays où, comme on le sait bien, il existe des mouvements anti-Union européenne, anti-mondialisation et anti-establishment.

RGZ : Et que pensez-vous du principe de levée des contrôles aux frontières au sein de l'espace Schengen, un principe qui, avec la crise des réfugiés, est désormais remis en question ?

MA : Pour ce qui est de l'espace Schengen, je crois que nous sommes désormais conscients que les dirigeants européens ont fait preuve d'une grande incompétence. Il a beaucoup été question des accords de Schengen comme d'un « principe non négociable, sur lequel on ne peut pas transiger ». Or les principes ne sont jamais entièrement appliqués, il y a toujours une part de compromis. Et le grand principe fondateur de l'UE – la libre circulation du capital, des travailleurs, des services et des biens – n'a jamais été parfaitement appliqué, dans aucun des pays membres. Par exemple, la libre circulation des personnes varie d'un pays à l'autre en fonction de la législation en matière de sécurité sociale ou de résidence. Les villes elles-mêmes ont parfois établi leurs propres conditions de résidence. Cette question de la libre circulation aurait pu être négociée entre la Grande-Bretagne et l'UE au lieu de devenir une sorte de principe du « tout ou rien ». D'autres erreurs ont été commises, concernant la crise des réfugiés – Merkel n'aurait pas dû dire « laissez entrer tout le monde ». Politiquement parlant, ça n'avait guère de sens. Cela a encouragé d'autres pays à rejeter en bloc les réfugiés, et cela a eu pour conséquence d'ébranler le sentiment d'appartenance à une même communauté.

DAD : On parle beaucoup des réseaux sociaux et des mouvements sociaux. Quelle influence a selon vous la communication numérique ?

MA : Les nouvelles générations qui ont grandi à l'ère numérique ont sans doute le sentiment que tous les mouvements sociaux sont le fruit de l'ère numérique – ou ont été rendus

possibles par l'ère numérique – or je dois ici rappeler qu'il y a eu en 1968, donc bien avant l'ère numérique, un mouvement mondial de la jeunesse. Les années 1960 ont également été l'époque de ce qu'on a appelé la *contre-culture*, associée aux révolutions nationales et aux mouvements contestataires dans les universités. Ce qui est intéressant dans des mouvements de ce type, c'est qu'ils émergent de manière spontanée dans plusieurs pays à la fois et sans nécessairement être coordonnés, car ils expriment une réaction face à des circonstances semblables dans des pays semblables au type de développement semblable.

Le numérique change évidemment la donne, l'impulsion étant donnée par des chefs de file qui émergent de manière spontanée et pas nécessairement là où on s'y attendrait. Prenons l'exemple du mouvement antimondialisation, dont la première manifestation d'ampleur date d'il y a presque 20 ans, lors de la réunion de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle en 1999. Des milliers de personnes, en particulier des Canadiens, avaient afflué dans la ville. Le Président Clinton avait dû annuler son discours en raison des manifestations. Celles-ci avaient été relayées dans le monde entier par les médias traditionnels, plutôt que par les réseaux sociaux – à l'époque il n'y avait pas Facebook. Donc je crois qu'on exagère parfois le rôle de la communication numérique. Certes, la communication s'en trouve intensifiée, et en ce sens les réactions sont plus rapides. Les responsables politiques sont conscients de cela, c'est pourquoi ils utilisent désormais les réseaux sociaux dans leur communication. On observe que la presse traditionnelle, les journaux, accusent un recul, alors que la télévision continue de jouer un rôle très important parce que dans les studios de télévision, on peut faire se confronter des personnes en face en face, même si elles viennent de différents pays.

Le numérique a davantage de répercussions dans d'autres domaines – comme la sécurité, la surveillance ou l'interception des communications. Les informations que les autorités échangent entre elles, leurs secrets et leur capacité de se pirater entre elles vont beaucoup plus loin que de la simple communication. Je sais désormais que n'importe quel e-mail que j'envoie peut être intercepté, que quiconque peut avoir accès et exploiter n'importe quelle information que nous échangeons.

DAD : Les sociologues ont coutume de comparer la société à un organisme vivant qui serait sans cesse en train de se métamorphoser. Que pensez-vous de cette analogie ?

MA : Il est en fait question ici d'évolution. Le processus d'évolution biologique est plus facile à appréhender que celui de transformation sociale. Je pense que c'est avant tout dû au fait que pour ce qui concerne la transformation sociale, les processus d'héritage, de formation de l'identité et de formation des organisations sociales, sont culturels.

L'une des principales caractéristiques de la culture humaine, c'est que les individus ont la capacité de s'affranchir des conditions dans lesquelles ils sont nés, des unités sociales auxquelles ils appartiennent. Le danger provient de l'ingéniosité humaine, dans la mesure où nous élaborons des objets de destruction qui mettent le reste de l'humanité en péril – je ne pense pas seulement aux bombes mais aussi à l'invention d'organismes biologiques, de virus. Au-delà des progrès relativement lents de la technologie susceptible de modifier nos caractéristiques biologiques, le développement de la robotique sous ses différentes formes pourrait bien nous rendre obsolètes à différents égards. Notre ingéniosité est la source de graves menaces pour notre espèce.

RGZ : The Global Age [L'Âge global] est sans doute votre livre le plus connu. Quel jugement portez-vous sur cet ouvrage aujourd'hui, compte tenu notamment de votre analyse de la dynamique politique ?

MA: J'ai écrit ce livre au milieu des années 90, donc il y a 20 ans de cela. Je voulais savoir pourquoi le nouveau langage du « global » faisait tant d'adeptes. J'en étais arrivé à la conclusion que les événements de 1945, puis ceux des années 70, annonçaient un renouveau des problématiques globales, c'est-à-dire des problèmes qui se posaient à l'échelle de la planète. C'est là quelque chose de différent de la mondialisation, qui au sens strict est une idéologie utilisée par les Nord-Américains pour favoriser leurs propres intérêts au sein de l'économie mondiale – un cas bien particulier au sein d'une problématique globale. Dans la période de l'après-guerre, les défis principaux concernaient la menace d'une guerre nucléaire, puis vinrent les menaces pesant sur l'environnement, l'augmentation de la pauvreté, la pollution des mers, etc. Il s'agissait là de questions qui ne pouvaient être traitées qu'à l'échelle globale. C'était à mon avis la raison pour laquelle le langage du « global » avait pris une telle importance.

La mondialisation est une question qui est devenue politique dans le contexte de la domination des États-Unis, en particulier après 1989 et l'effondrement de l'empire soviétique. Donc j'ai surtout écrit *The Global Age* en réaction contre tous ceux qui pensaient que la mondialisation était un phénomène unidirectionnel. L'âge global, c'est lorsque les êtres humains sont menacés collectivement.

Mais 20 ans plus tard, où en est-on ? J'ai le sentiment que les caractéristiques politiques de l'âge global sont en train de se cristalliser. Le monde s'est scindé en deux. D'un côté, il y a les personnes modernes, celles de l'ère globale, ainsi que les personnes instruites qui tirent parti de ce monde globalisé, qui en comprennent les défis. Parmi cet ensemble de personnes, se trouvent généralement les dirigeants, et aussi l'opposition – les pôles politiques dominants présents dans chaque pays. Et puis, de l'autre côté, il y a les autres. Et le fossé se creuse de plus en plus entre les uns et les autres.

Les caractéristiques politiques de l'âge global sont devenues transnationales. Et donc tout ce qui se passe dans un pays donné doit être appréhendé comme un aspect d'une politique globalisée. Je crois que c'est une réalité dont nous sommes beaucoup plus conscients aujourd'hui. Et donc, paradoxalement, lorsqu'on apprend quelque chose sur un possible changement de majorité aux Pays-Bas, ou sur ce qui se passe en Équateur, ces changements ne peuvent être compris qu'à l'aune des rapports entre les élites mondiales et les populations locales. Il s'agit d'un système global. On ne peut pas comprendre les événements politiques dans un pays donné sans prendre en compte ce qui se passe ailleurs. C'est ma thèse sur l'âge global, qui se trouve renforcée je crois par tout ce qui s'est passé ces 20 dernières années. En ce sens je pense vraiment que le numérique a tellement changé les choses qu'il se pourrait bien que les gens s'intéressent moins au global et davantage aux réseaux, aux connexions et relations.

DAD : Avec le recul, quels sont les trois sujets que vous regrettez de ne pas avoir étudié à vos débuts ?

MA : J'ai grandi dans un système qui établissait une séparation radicale entre les sciences naturelles et les sciences humaines, et donc j'ai assez tôt abandonné les sciences naturelles. Aujourd'hui je me rends compte que les sciences naturelles et les sciences sociales ont beaucoup plus de

problématiques intellectuelles en commun qu'on ne le croit habituellement. J'aurais aimé mieux connaître les problématiques fondamentales des sciences naturelles, concernant l'identification des forces, et le langage que nous employons pour les décrire. Donc j'aurais d'abord souhaité en savoir plus sur les sciences.

Ce qui m'amène à mon deuxième regret : tout jeune, j'étais déjà fasciné par la Chine. Plus tard, à la London School of Economics, j'ai eu la chance de suivre les cours d'un excellent sinologue, et j'ai moi-même écrit sur la Chine. Puis dans les années 80, j'ai même été en Chine. Mais à aucun moment de ma carrière je n'avais envisagé d'apprendre le chinois. Aujourd'hui je m'y suis mis, mais j'aurais aimé l'apprendre quand j'avais 18 ans parce que c'est une langue radicalement différente, un mode de pensée différent aussi – et un point de vue à ce point différent sur le monde aurait été un formidable atout à 18 ans.

Mon troisième regret enfin : je crois qu'une plus grande compréhension de la religion m'aurait été utile. Enfant, j'ai reçu une éducation religieuse anglicane puis, étudiant, je suis devenu agnostique. Avec l'âge, je me suis rendu compte que les religions du monde sont porteuses d'enseignements profonds. En Roumanie vous avez Mircea Eliade, l'un des plus grands historiens de la religion. Je n'avais rien lu de lui avant d'avoir la cinquantaine. J'aurais dû le lire quand j'avais 20 ans. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Martin Albrow <albrowm@hotmail.com>
Diana Dumitrescu <diana.dumitrescu@icub.unibuc.ro>
Raisa-Gabriela Zamfirescu <raisa.zamfirescu@gmail.com>

> L'héritage du colonialisme au Kosovo

Entretien avec Ibrahim Berisha



| Ibrahim Berisha.

Ibrahim Berisha est né dans la République du Kosovo. Après des études de philosophie et sociologie à Pristina, il obtient son doctorat de sociologie de la communication à Zagreb, en Croatie. Il a travaillé comme journaliste et rédacteur en chef au Kosovo et à l'étranger, et enseigne désormais au Kosovo, au sein du Département de Sociologie de l'Université de Pristina. Il est l'auteur de plusieurs livres sur la sociologie de la communication et la socio-culture ainsi que de plusieurs recueils de prose et de poésie. Son dernier livre s'intitule *The Death of a Colony* [La mort d'une colonie]. Cette interview a été réalisée par **Labinot Kunushevc**i, titulaire d'un master en sociologie de l'Université de Pristina.

LK : Dans votre livre *The Death of a Colony*, vous présentez l'histoire du Kosovo comme celle d'une colonie. Que voulez-vous dire par là ?

IB : Il faut dans un premier temps rappeler que tous les colonisateurs ne se ressemblent pas, et il en est de même des peuples colonisés. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire, par exemple, que les récits sur lesquels s'appuient les colonisateurs dans leur processus de colonisation, tout comme la finalité de la colonisation qui ressort

de ces récits, varient. Ainsi les objectifs de la France lors de la colonisation de l'Algérie n'étaient-ils pas les mêmes que ceux de l'Angleterre en Inde ou de la Belgique au Congo.

La colonisation du Kosovo par l'État serbe a d'abord été basée sur des mythes, avant d'intégrer des objectifs économiques, politiques et expansionnistes. Les États européens n'ont pas fondé l'occupation coloniale sur des mythes ou sur la construction d'événements historiques particuliers comme cela a été le cas des Serbes au Kosovo

>>

lors de la bataille de Kosovo Polje en 1389, par laquelle ils ont cherché à « rectifier l'histoire ».

LK : Pouvez-vous préciser les objectifs de la colonisation serbe du Kosovo en comparaison avec d'autres formes plus classiques de colonialisme ?

IB : Aussi bien les objectifs que les processus diffèrent : les Britanniques n'avaient pas l'intention de vider l'Inde de ses habitants, à la différence des Serbes. L'État serbe a essayé de réaliser une épuration ethnique totale à l'encontre de la population albanaise majoritaire au Kosovo. Cette politique a été légitimée au motif qu'il fallait débarasser une bonne fois pour toutes le Kosovo des Albanais, par quelque moyen que ce soit. Il y a eu plusieurs tentatives dans ce sens, la dernière datant de la guerre tragique de 1998-99. Non seulement les autorités de l'État serbe ont été impliquées, mais aussi des institutions religieuses, culturelles, universitaires et artistiques. Pour le dire plus simplement : d'un point de vue français, l'Algérie était une terre peuplée d'Algériens, et il était clair que les Français quitteraient un jour ou l'autre l'Algérie. Du point de vue de la Serbie, le Kosovo est un territoire habité seulement provisoirement par des Albanais, et l'occupation est considérée comme nécessaire jusqu'à obtenir leur exode définitif.

LK : Pensez-vous que les stratégies de colonisation s'appuyaient sur un projet de l'État serbe ou étaient plutôt définies par les colonisateurs ?

IB : Les stratégies de colonisation étaient censées produire des effets concrets. Au Kosovo, cela signifiait des changements sociaux et démographiques. Partout où se sont installés les Serbes au Kosovo depuis le XX^e siècle, la structure et l'architecture des villes et des campagnes ont subi des transformations. La récupération de l'histoire médiévale a réorienté et inspiré ces changements, en même temps que des images iconographiques et la création de nouveaux villages et de nouvelles villes, avec leurs écoles, leurs routes, et les transformations économiques qui allaient avec. Dans les villes, l'organisation de la population a pu facilement être changée, toute l'administration serbe y étant déployée, avec ses officiers de l'armée, ses gendarmes, ses juges, et même dans une certaine mesure ses dirigeants politiques. Des propriétaires légitimes albanais ont été expropriés au titre de la réforme agraire, et leurs biens donnés aux colons.

Suite à la dernière réforme agraire engagée sous le régime communiste, dans les villages les familles se sont retrouvées avec pas plus de dix hectares de terres et de forêts : ce modèle de dépossession a ruiné l'économie familiale. En 1950, une famille de paysans de plus de 60 membres n'avait plus que dix hectares de terres. C'est à ce moment là que la migration économique a commencé. Les jeunes partaient à Belgrade ou dans d'autres villes de Yougoslavie pour faire des travaux subalternes. Des orfèvres, des bou-

langers, des pâtisseries, tout type d'artisans, ont quitté le Kosovo car il n'y avait plus d'acheteurs pour leurs produits dans leurs villages. Mais ils ne perdaient pas contact avec leurs familles, et leur envoyaient de l'argent.

À l'inverse, partout où les colons se sont installés, ils ont bénéficié d'un plein soutien financier de la part du gouvernement central. À quoi ce processus sociodémographique a-t-il abouti dans la pratique ? Si en 1912 les Serbes constituaient 5% de la population du Kosovo, en 1939 ce pourcentage a atteint presque 40%. La colonisation n'a pas seulement changé la structure démographique, mais aussi le paysage économique, social et culturel. La ségrégation à l'égard des Albanais dans les villages et les zones non urbanisées des villes les a privés des fruits de ce changement social. Et alors cet isolement a été instrumentalisé par le pouvoir politique pour justifier le traitement des Albanais comme citoyens de seconde zone. Pendant des années, les Albanais ont été privés du droit à l'éducation (par exemple, les cours en albanais ne sont apparus à l'université que dans les années 70), ils ont été appauvris après avoir perdu leurs biens, et ont vécu comme sur une île isolée. De tous les peuples en provenance de l'ex-Yougoslavie, les Albanais étaient les seuls dont la langue n'était pas slave – ce qui a ajouté à leur isolement.

LK : On dit souvent que pendant la période communiste, sous le régime de Tito, la situation politique et économique des Albanais était meilleure. Cela correspond-t-il à la réalité ?

IB : Le gouvernement de Belgrade ne pouvait pas accepter que les Albanais soient égaux, c'est-à-dire que les Albanais et les Serbes bénéficient des mêmes droits et devoirs. Ce qui s'est passé pendant le régime de Tito, à partir de 1966, pourrait être décrit comme un changement de pure forme sans véritable réforme. Les Albanais représentaient la troisième communauté la plus importante en Yougoslavie, après les Serbes et les Croates, mais l'État yougoslave a tout fait pour que cela change. Dans les années 50, environ 200.000 Albanais ont quitté le Kosovo et, pour échapper à l'oppression exercée par l'État, ils ont massivement changé d'identité nationale : le nombre de « Turcs » en Yougoslavie – en fait, essentiellement des Albanais qui espéraient se mettre à l'abri en changeant d'identité – a augmenté de 260%, passant de 97.945 en 1953 à 259.536 en 1961.

Sous le règne de Tito, la colonisation a continué à progresser. Le Kosovo, qui a d'importantes ressources en plomb, zinc, argent, charbon, magnésium et autres minéraux, a été traité comme une région disposant de ressources naturelles, mais le minerai était essentiellement transformé en Serbie, dans la province de Voïvodine notamment. C'est la raison pour laquelle le Kosovo a souffert d'un sous-développement continu.

LK : Comment la sociologie albanaise considèrait-elle l'idéologie serbe de domination politique, ethnique et culturelle du Kosovo ?

IB : La sociologie albanaise du Kosovo est récente, et a longtemps été dominée par le dogmatisme et le doctrinarisme. Le Département de Sociologie et Philosophie de l'Université de Pristina n'a été créé qu'en 1971, et le plus célèbre sociologue albanaise, le Professeur Fehmi Agani, auteur de l'important ouvrage *Sociological and Political Studies*, a été exécuté en 1999, pendant la guerre du Kosovo. Ukshin Hoti, un autre professeur du Département de Sociologie de l'Université de Pristina, a été arrêté dans les années 90 pour avoir défendu la liberté d'expression. Il est sur la liste des personnes portées disparues depuis 1999. Ukshin Hoti, qui avait étudié aux États-Unis, avait lui aussi un intérêt particulier pour la sociologie politique.

Aujourd'hui, la nouvelle génération de sociologues a étendu le champ des sujets d'étude, de la culture à la structure sociale, en passant par la religion, l'égalité de genre, la communication ou la politique. Ces jeunes sociologues ont été pour la plupart formés à l'étranger. Ils apportent une expertise méthodologique différente et explorent de nouvelles questions. C'est un signe de progrès que ces jeunes chercheurs n'envisagent plus la sociologie à travers le seul prisme idéologique – prisme qui est utilisé pour faire de la propagande et représente une entrave à une sociologie critique.

LK : Quelles sont les conséquences de la colonisation aujourd'hui ?

IB : Aujourd'hui, on peut parler d'une période postcoloniale et postsocialiste. Après des années difficiles, la société kosovare se trouve dans une phase de reconstruction. Elle essaye de s'intégrer au sein des institutions financières, politiques et culturelles internationales. Cependant, cette intégration, bien qu'elle soit porteuse d'espoir, n'a pas produit les résultats que les citoyens attendaient. Le désenchantement, les entraves à la libre circulation ou encore le chômage (en particulier parmi les jeunes) rappellent à la population le passé et les séquelles de la discrimination et du sous-développement.

Faute d'avoir su créer une plus grande égalité sociale, la politique actuelle a rendu les jeunes Kosovars cyniques. La

plupart rêvent de quitter le Kosovo et voient dans le marché mondial du travail l'opportunité de se construire un avenir. Mais réussir sur le marché mondial nécessite des investissements et des changements dans le système éducatif.

LK : Quelle a été l'influence des mythes, des glorifications, de l'endoctrinement et de la propagande sur le climat au Kosovo, et en quoi ont-ils créé un sentiment d'infériorité chez les Albanais ? Les Albanais ont-ils su résister à la domination serbe ?

IB : Les Balkans sont un grand jardin des illusions. Qui sera chargé à l'avenir de transmettre la mémoire de ce « glorieux passé » ? Des intellectuels, des artistes, et de médiocres politiciens. Ils emploient un langage trompeur – celui de la terre natale, de la nation, des héros et des mythes – pour rassurer l'opinion publique. Leur langage est dominé par un patriotisme folklorique, et leur glorification est porteuse d'arrogance et de menaces. Ils sont au service de dirigeants politiques qui se battent pour le pouvoir sans se soucier des populations qu'ils gouvernent. Beaucoup d'entre eux se réfugient dans le passé, cherchant à séduire l'opinion publique en jouant avec les émotions de citoyens qui au fond ne veulent que du travail et du bien-être.

Dans un environnement social comme le nôtre, l'endoctrinement est largement répandu. Ces cinq dernières années, de nombreux jeunes Kosovars ont rejoint l'organisation État islamique en Syrie et en Irak, répondant à la propagande qui remplit le vide politique et joue avec leur sentiment de désespoir.

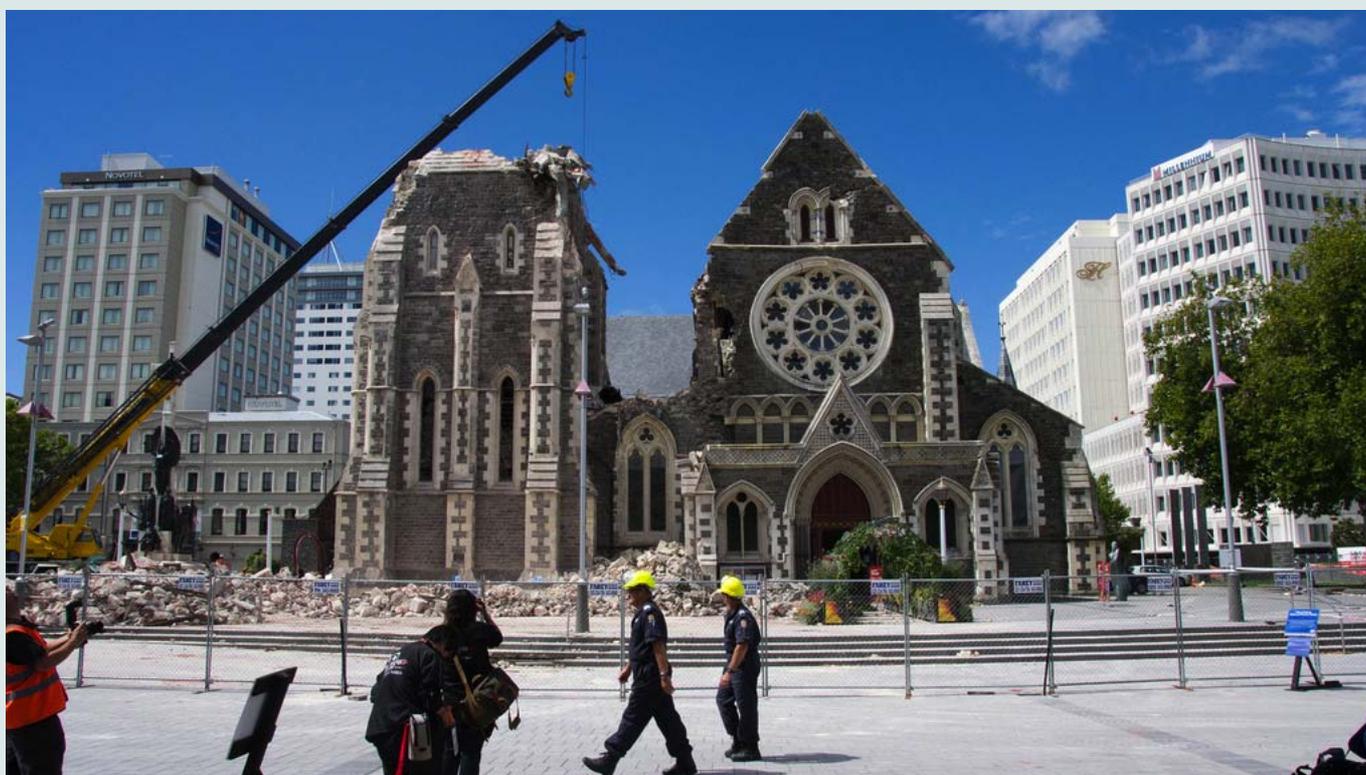
LK : Quel rôle joue aujourd'hui le contexte yougoslave dans la politique du Kosovo ?

IB : La Yougoslavie fait désormais partie de l'histoire. Elle a été créée à partir d'un mouvement politique et culturel basé sur une proximité géographique et sur des liens historiques et linguistiques entre les Slaves du sud. C'était une création qui ne pouvait pas survivre car elle n'était pas bâtie sur des principes d'égalité. Les Albanais ont souffert à tous les points de vue, et par conséquent la Yougoslavie n'a aucune place dans leur conscience politique aujourd'hui. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Ibrahim Berisha <iberisha5@hotmail.com>
Labinot Kunushevi <labinotkunushevi@gmail.com>

> La politique du pouvoir après le séisme d'Ōtautahi

Steve Matthewman, Université d'Auckland et Président de l'Association de sociologie de Nouvelle-Zélande



La Place de la Cathédrale à Ōtautahi (Christchurch, Nouvelle-Zélande) au lendemain du tremblement de terre de 2011.

Dans un monde qui s'urbanise rapidement, qui doit faire face à des inégalités de richesse sans précédent, au réchauffement climatique et à la perspective d'une extinction massive, la question de savoir comment vivre en milieu urbain de manière durable et équitable prend une importance historique à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, la plupart des habitants du monde vivent en milieu urbain (on estime qu'en 2050, deux tiers de la population mondiale vivra dans des villes) et dans des sociétés de plus

en plus inégalitaires. Alors secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon a averti que « l'augmentation des inégalités à l'échelle mondiale, l'augmentation du risque d'exposition aux catastrophes naturelles, l'urbanisation rapide et la surconsommation d'énergie et de ressources naturelles menacent de conduire à de dangereux et imprévisibles niveaux de risque aux conséquences systémiques à l'échelle mondiale ».

Dans la mesure où elles représentent une consommation dis-

>>

proportionnée d'énergie, les villes sont un élément clé d'un avenir qui reposerait sur les énergies durables. Les villes sont actuellement à l'origine des trois quarts de la demande mondiale finale d'énergie, et si l'urbanisation progresse comme prévu, d'ici 2030 il faudra investir quelque 90.000 milliards de dollars US dans les infrastructures urbaines, énergétiques et l'aménagement du territoire. Pour ce qui concerne les seules infrastructures énergétiques, l'Agence internationale de l'énergie estime les infrastructures nécessaires à 16.000 milliards de dollars US sur les dix prochaines années, ajoutant que le secteur électrique « absorbera la majeure partie des investissements ». Réformer l'approvisionnement et les infrastructures énergétiques est donc d'une importance capitale.

La Nouvelle-Zélande est l'une des nations les plus urbanisées au monde, et depuis les années 80, c'est aussi le pays qui connaît la plus forte augmentation des inégalités à l'échelle mondiale. Nous avons récemment engagé un projet de recherche d'une durée de trois ans, axé sur les infrastructures énergétiques d'une des villes du pays, plus précisément l'énergie électrique après la catastrophe de Christchurch (Ōtautahi en maori).

Il est normalement impossible de reconstruire une ville dans son intégralité. Mais les tremblements de terre qui ont frappé en 2010 puis en 2011 la région de Canterbury (où se trouve Christchurch) ont fourni une occasion unique de reconstruire à zéro de manière durable et équitable, et de construire notamment un système d'énergie électrique inclusif et résistant capable de résister aux chocs et aux tensions provoqués par des phénomènes futurs tels que des catastrophes naturelles, la croissance de la population et le changement climatique causé par l'activité humaine.

Nous considérons Christchurch comme une sorte de laboratoire mondial : alors que les chercheurs

s'intéressent souvent davantage aux mégapoles, la majorité de la population mondiale habite aujourd'hui – et continuera d'habiter – dans de petites villes d'un demi-million ou moins d'habitants. Et, comme Christchurch, les villes se trouvent partout confrontées au défi du changement climatique et de la hausse du niveau de la mer. « Christchurch est comme n'importe quelle autre ville moderne, qui s'est construite au fil des aléas naturels [mais] elle a cela de particulier d'avoir vu tant de ces changements d'un seul coup révélés par les séismes. La majeure partie orientale s'étant effondrée de près d'un mètre, la ville est devenue un banc d'essai international où évaluer ce qu'on peut espérer et comment faire face dans une ville sans reliefs qui se trouve pratiquement au niveau de la mer. »

Les premiers signes étaient prometteurs. Aucune ville de taille comparable n'a bénéficié de tels niveaux d'investissement. Christchurch a été la première ville de Nouvelle-Zélande à développer un modèle de consommation énergétique en temps réel, et l'une des premières dans le monde à adhérer au programme « Cités pilotes du futur », un forum d'échange destiné à améliorer la vie en milieu urbain. Elle figure par ailleurs au palmarès des 100 « *resilient cities* » de la Fondation Rockefeller.

Pourtant, malgré le nouveau départ rendu possible par ces séismes, le maintien du statu quo prévaut. L'électricité continue d'être essentiellement produite dans les grandes centrales hydroélectriques, la transmission et la distribution sont monopolisées par une poignée d'entreprises privées, aucune infrastructure solaire n'existe, la distribution d'énergie générée par les consommateurs est minime, et, même si la Nouvelle-Zélande a d'enviables ressources éoliennes, elles sont à peine exploitées.

Gâcher cette occasion unique de changement est d'autant plus désolant si on prend en compte le contexte plus général de l'approvisionnement

en énergie électrique à l'échelle nationale. Au milieu du XX^e siècle, la Nouvelle-Zélande tirait toute son électricité d'une seule source renouvelable : ses centrales hydroélectriques, complétées par une autre source renouvelable, l'énergie géothermique. Aujourd'hui, les énergies fossiles représentent pourtant un tiers du bouquet énergétique électrique national – ce qui, comme Benjamin Sovacool et Charmaine Watts le font remarquer, fait du secteur électrique néo-zélandais un secteur « sans équivalent ailleurs dans le sens où il est devenu *moins* renouvelable au fil du temps ».

En théorie, le retour à un approvisionnement en énergie 100% renouvelable ne devrait pas être difficile. Les avantages des énergies renouvelables sont bien connus et ne font pas débat. Outre qu'elles réduisent les effets négatifs externes comme la pollution de l'air par kilowattheure, elles permettent un prix du carburant plus prévisible et stable, produisent moins d'émissions de gaz à effet de serre, nécessitent moins d'eau pour leur exploitation, sont plus efficaces, et apportent de meilleures opportunités d'emploi local et de meilleurs revenus. En somme, les énergies renouvelables sont plus durables, constituent un meilleur pari économique, et offrent la perspective d'une plus grande résistance grâce à un engagement et une responsabilisation des populations.

Dans la pratique, une transition vers des énergies renouvelables à 100% ne devrait pas non plus être difficile, et serait entièrement réalisable grâce aux technologies d'aujourd'hui. La Nouvelle-Zélande est riche en ressources naturelles. D'après le gouvernement, nous sommes au premier rang mondial en termes de ressources renouvelables par habitant, parmi les meilleurs au monde en ressources éoliennes, et nous avons beaucoup de soleil et de nombreux lacs et rivières. En comptant les sources géothermiques, Sovacool et Watts estiment que l'énergie électrique du pays pourrait être entièrement renouvelable d'ici 2020.

Mais les questions d'énergie sont toujours mêlées à des intérêts politiques et économiques, et les nouvelles technologies ou l'épuisement des ressources naturelles risquent d'avoir moins de poids que des facteurs sociaux, culturels et institutionnels, ou que la politique du gouvernement. Les élites politiques et les acteurs industriels bien établis ont fréquemment plus d'influence que les experts en énergie, les groupes indigènes ou les activistes locaux – tant et si bien que le principal obstacle auquel doivent faire face les énergies renouvelables (en particulier la production locale à petite échelle) est que les pouvoirs en place préfèrent les centrales à grande échelle.

Dans ce contexte, nous avons cruellement besoin de recherches sociologiques, pour identifier ceux qui prennent les décisions importantes, sur la base de quels critères ils le font, et quelles en sont les conséquences. Mais paradoxalement, les sciences sociales ont largement ignoré les questions d'énergie et d'infrastructures – la matrice de la vie moderne – même si cela a commencé à changer ces dernières années, les systèmes énergétiques étant de plus en plus appréhendés comme des systèmes sociaux. À mesure que les sciences sociales

montrent des signes d'un nouvel intérêt pour les infrastructures, des travaux de recherche récents portent sur ce que sont les infrastructures (des moyens de subsistance et des modes de gouvernance) et ce qu'elles font (concilier nature et culture, répartir les avantages et les inconvénients sociaux et environnementaux, lier le local et le global, et fournir les bases de la vie moderne telle que nous la connaissons).

Reconstruire des villes est une tâche difficile à laquelle on a rarement à faire face. En Nouvelle-Zélande, cela a été le cas la dernière fois en 1931, à la suite du tremblement de terre de Napier. Aujourd'hui, beaucoup reste à faire à Christchurch. La reconstruction est lente, pénible, et très problématique. Les enquêtes auprès des habitants révèlent invariablement un niveau élevé d'insatisfaction quant aux priorités du gouvernement en matière de reconstruction.

Mais il y a aussi des raisons d'espérer. D'après Christine Kenney et Suzanne Phibbs, « la gestion de la catastrophe par les Maoris suite au tremblement de terre de Christchurch et la reconstruction urbaine qui a suivi constituent un exemple de bonnes pratiques ». « Pendant la phase de gestion d'urgence, les initiatives des

Maoris en matière de gestion du risque ont été collaboratives, efficaces et modulées en fonction des *kaupapa* (valeurs culturelles), en particulier de la valeur « *aroha nui ki te tangata* » (l'amour étendu à toutes les personnes) ». Après la catastrophe, la population d'Ōtautahi a fait preuve d'une créativité incomparable dans le domaine de « l'urbanisme temporaire », des constructions provisoires entreprises par la propre communauté locale – jardins communautaires, espaces prévus pour des manifestations sportives ou culturelles et parcs – qui permettent d'améliorer la vie commune dans la cité.

Est-ce que ces innovations issues de la population locale pourraient servir de leçon pour des structures urbaines plus résistantes et durables ? Au moment où nous nous lançons dans un programme de recherche de trois ans sur un processus de reconstruction à partir de zéro, nous espérons que les leçons que nous pouvons en tirer permettront d'apporter des idées innovantes, des directives pratiques et des réflexions d'ordre politique à ceux chargés de concevoir la transition vers des systèmes d'énergie électrique solides, transparents, équitables, culturellement compatibles et durables. ■

Toute correspondance est à adresser à
Steve Matthewman
<s.matthewman@auckland.ac.nz>

> Sport et créativité dans les zones sinistrées

Holly Thorpe, Université de Waikato (Nouvelle-Zélande)



Holly Thorpe, et en arrière-plan, l'un des nouveaux skate parks de Christchurch.

Dans les situations de guerre ou de catastrophe naturelle, les enfants et les adolescents apparaissent souvent comme les personnes les plus vulnérables. Pourtant, bien qu'ils soient souvent exposés à des risques particulièrement élevés au plan physique, social, psychologique et politique, en ne les considérant que comme des « victimes » on risque de passer à côté de formes d'action, de créativité et d'inventivité qui leur sont propres.

Avec l'idée d'aller au-delà de ce « modèle du déficit », j'ai commencé il y a trois ans une étude comparative en tâchant de donner leur place aux populations locales et de donner la priorité aux expériences vécues des jeunes dans des contextes de guerre, de conflit ou de catastrophe naturelle. Deux des cas inclus dans ce projet financé par la Royal Society Marsden Fund concernent plus particulièrement l'implication des jeunes dans des « *action sports* » (sports d'action) non compétitifs dans des contextes d'instabilité politique ou de conflit en cours : le premier cas porte sur Skateistan, une organisation non gouvernementale qui a créé une école de skate-board pour enfants défavorisés en Afghanistan, et le second sur un groupe local de parkour à Gaza. Dans deux autres cas, je m'intéresse aux dimensions sociales, psychologiques et civiques des sports d'action pour les jeunes qui vivent dans des communautés dévastées par une catastrophe naturelle, et au long processus de rétablissement qui s'ensuit : l'une de ces études porte sur la ville néo-zélandaise de Christchurch après les tremblements de terre de 2010 et 2011, et l'autre sur La Nouvelle-Orléans au lendemain de l'ouragan Katrina de 2005.

Les premiers résultats de nos recherches sur la ville de Christchurch après les tremblements de terre apportent d'ores et déjà certains éclairages sur les façons multiples et souvent subtiles dont les jeunes mènent leur vie au quotidien au sein des diverses structures croisées de pouvoir, et notamment dans leurs activités sportives et leurs engagements citoyens. Le séisme de 2011, qui a fait 185 morts et davantage encore de blessés, a réduit à néant le centre-ville et endommagé ou détruit près de 200.000 habitations. Les séismes qui détruisent des infrastructures de base – routes, égouts, conduites d'eau – détruisent également des installations sportives (gymnases, terrains de jeu, piscines, clubs de sport, stades). Leur destruction ne fait pas partie des préoccupations immédiates, mais la perte que cela représente se fait souvent durement ressentir dans les semaines et les mois qui suivent la catastrophe, lorsque les habitants cherchent à renouer avec leur mode de vie et à retrouver leurs activités habituelles. On pense bien sûr aux athlètes et aux habitants qui organisent ou participent à des activités sportives de compétition et à des sports récréatifs, mais dans mon étude je me suis intéressée plus particulièrement à l'expérience de personnes fortement impliquées dans des sports d'action non compétitifs et non régulés ou dans des « *lifestyle sports* » (sports liés à un certain style de vie), en analysant comment ils adaptent leur pratique sportive après un séisme.

Immédiatement après le tremblement de terre, la plupart des personnes interrogées présentaient leurs activités sportives comme étant secondaires par rapport à la santé ou au bien-être de leurs proches. Mais au bout de quelques semaines, beaucoup reconnaissaient les préjudices causés par le séisme à leur pratique du sport. Emma, une passionnée de surf, expliquait ainsi qu'« une fois le gros des travaux terminé, c'est là qu'on a commencé à réaliser que quelque chose d'extrêmement important manquait dans notre vie ». Pour nombre des personnes interrogées, la perte de leurs espaces sportifs favoris a ébranlé leurs pratiques sportives habituelles si bien ancrées. Les amateurs de skate ont perdu leur terrain urbain de prédilection lorsque le centre-ville sinistré a été déclaré « zone rouge » (non sûre). Les amateurs d'escalade ont perdu non seulement leurs salles d'escalade

en ville, mais aussi des centaines de parcours d'escalade dans les Port Hills, tandis que les amateurs de VTT ont perdu l'accès à des centaines de pistes dans la région. Les dégâts importants dans une grande partie du réseau d'égouts de la ville ont obligé la mairie de Christchurch à déverser les eaux usées non traitées dans les rivières, et donc à fermer durant neuf mois l'accès aux plages de la région, bouleversant les habitudes des surfeurs et autres usagers des plages.

Les personnes interrogées ont confié être profondément affectées par le bouleversement de leurs pratiques sportives habituelles, au plan physique, émotionnel et psychologique, tandis que d'autres exprimaient une profonde tristesse d'avoir perdu des espaces sportifs qui leur étaient si chers. Yukimi, une grimpeuse japonaise, confiait ainsi : « Ça me rend si triste d'avoir perdu ces espaces. C'est là que j'avais mes lieux de grimpe préférés, que j'avais construit des projets. Tout ça me manque ».

Le spécialiste de géographie culturelle Tim Edensor note que souvent après un bouleversement majeur, les gens s'efforcent de minimiser les contrecoups en essayant de « recréer des espaces, une routine et des horaires familiers ». Cela a sans aucun doute été le cas de nombreux habitants de Christchurch amateurs de *lifestyle sports*, dont beaucoup ont cherché à retrouver les rythmes familiers liés à leur pratique sportive et à leur mode de vie pour mieux faire face aux tensions du quotidien, se reconstruire une identité individuelle et collective et renforcer leur sentiment d'appartenance dans la ville reconstruite de Christchurch. Par exemple, de nombreux passionnés de surf ont fait du covoiturage pour aller surfer sur des plages en dehors de Christchurch, et beaucoup de grimpeurs ont organisé des sorties en groupe pour aller faire de l'escalade de bloc, les plages où pratiquer le surf et les sites d'escalade étant devenus ce qu'Allison Williams a qualifié de « sites thérapeutiques ».

La pratique sportive a aidé certains habitants de Christchurch à s'échapper (ne serait-ce que momentanément) des tensions de la vie quotidienne. C'est ce qu'exprimait par exemple Aaron, un passionné de surf, en évoquant les liens puissants qui existent entre les surfeurs : « Dans le milieu du surf, il y a un sens très fort de la communauté, et donc quand on revient [de faire du surf], on se sent apaisé et ce sentiment dure plusieurs jours ».

De leur côté, certains jeunes de Christchurch ont entrepris de se réapproprier des sites dévastés par les séismes – une manière créative de s'adapter à la situation. Suivant la tradition anti-autoritaire et du « *do-it-yourself* » attachée à leur culture sportive, des amateurs de skate-board ont créé des parcs de skate en salle dans des immeubles voués à la démolition. L'un d'eux, Trent, évoquait la réappropriation de ces édifices endommagés par les séismes comme un « message à l'attention de tous ces gens qui

nous méprisent, convaincus que nous ne sommes que des amateurs de planche à roulettes, des bons à rien et des fauteurs de troubles ». Plutôt que de « nous croiser les bras et de nous lamenter sur tout ce qui a été détruit, on est là, présents, on se bouge et on leur dit "Hé, regardez ce qu'on est capable de faire avec tous ces débris" ». En faisant un usage créatif des espaces endommagés par les séismes, ces amateurs de skate ont construit de nouveaux imaginaires spatiaux d'une ville après un séisme. Ce faisant, ils ont de façon subtile ébranlé la vision dominante des espaces dévastés par les séismes comme des espaces morts, détériorés et condamnés à la démolition.

À la suite du tremblement de terre, les pratiques sportives alternatives semblent être l'occasion de redéfinir les espaces physiques et affectifs touchés par une catastrophe naturelle et de recréer des réseaux et liens sociaux. Mais ce type d'initiatives axées sur la pratique sportive peut également recéler des intérêts commerciaux. En 2015, la marque américaine de jeans Levi Strauss a annoncé son intention de consacrer 180.000 dollars néo-zélandais (soit 115.000 euros) à la construction d'un *skatepark* local.

Le projet de *skatepark* financé par Levi Strauss a bénéficié du soutien de la plupart des jeunes du quartier et de leurs parents, qui, loin de critiquer l'investissement réalisé par la multinationale, l'ont accueilli à bras ouverts. Un petit nombre d'habitants ont cependant interrogé le conseil municipal, par le biais de son forum en ligne, sur les motivations économiques de Levi Strauss pour investir dans la ville sinistrée ainsi que sur la complicité des autorités locales dans cette opération. On y lisait par exemple : « Ce dont nous avons besoin, ce sont des formes imaginatives afin de mettre en valeur notre environnement, et non d'un espace publicitaire qui le défigurerait », ou encore : « Levi Strauss, c'est une multinationale qui cherche à soigner son image publique, et qui se fiche complètement de la population locale ». Ces commentaires illustraient bien les préoccupations des habitants de Christchurch touchant à ce que Naomi Klein a qualifié de « capitalisme du désastre » (*disaster capitalism*), là où une entreprise multinationale voit dans le désarroi créé par les séismes et le manque de moyens des autorités municipales pour financer des installations sportives et récréatives une opportunité commerciale inespérée.

L'étude en cours constitue sans doute la première enquête au niveau mondial sur les diverses possibilités que les activités sportives informelles peuvent apporter pour améliorer le quotidien des habitants en situation de guerre ou de catastrophe naturelle, ainsi que sur les diverses formes de pouvoir susceptibles de favoriser ou de freiner ce type d'initiatives. Notre étude fait apparaître une jeunesse imaginative, capable de faire face aux difficultés locales, et en même temps influencée par des structures globales de pouvoir et des réseaux transnationaux. ■

Toute correspondance est à adresse à Holly Thorpe
<thorpe@waikato.ac.nz>

> Mauvais traitements passés sous silence

Elizabeth Stanley, Université Victoria de Wellington (Nouvelle-Zélande)



Campagne de l'ONG néo-zélandaise "Child Matters – Educating to Prevent Child Abuse".

sont passés dans ces institutions des années 1950 aux années 1990.

Dans le sillage du vote en faveur du Brexit et de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis, le site web néo-zélandais de l'immigration a été pris d'assaut par des personnes souhaitant quitter leur pays d'origine. La Nouvelle-Zélande ne manque certes pas d'attraits : les réalisateurs de films raffolent de nos paysages à couper le souffle, et le pays est, littéralement, « *a land of milk and honey* », un pays de cocagne. Notre pays a la réputation d'être accueillant, moderne et respectueux des droits de l'homme : les femmes néo-zélandaises ont ainsi été les premières au monde à acquérir le droit de vote en 1893 ; et après la Seconde Guerre mondiale, les Kiwis (les Néo-Zélandais) ont joué un rôle essentiel dans le développement des droits de l'homme à l'échelle internationale ; enfin, nous sommes connus pour notre stratégie de la « justice réparatrice » pour lutter contre la criminalité.

Cependant, à y regarder de plus près, la situation de la Nouvelle-Zélande ne semble plus aussi reluisante : pauvreté endémique, taux élevé d'agressions sexuelles, et, dans le contexte du néo-colonialisme, un fort taux d'incarcération des Maoris. L'image qui attire tant les candidats à l'immigration donne une idée fautive de politiques et pratiques trop souvent marquées par l'exclusion, la marginalisation et la criminalisation.

Nulle part cette réalité n'est illustrée de façon plus frappante que dans la réponse apportée par la Nouvelle-Zélande aux mauvais traitements systémiques infligés par des adultes aux enfants placés en foyer et dans autres institutions publiques. Depuis quelques années, des milliers de Néo-Zélandais sont venus courageusement porter témoignage sur ces mauvais traitements. Dans mon livre *The Road to Hell* [Le chemin de l'enfer], 105 victimes évoquent les années où elles ont été placées sous la tutelle de l'État dans des foyers d'aide sociale – soit une infime partie des quelque 100.000 enfants qui

Les témoignages sont effrayants. Souvent, les travailleurs sociaux séparaient les frères et sœurs, les plaçant quelquefois dans des foyers distants de plusieurs centaines de kilomètres. Les enfants étaient retenus des jours durant, ou des mois durant, dans de sombres cellules isolées et sécurisées, et on administrait parfois des décharges électriques à ceux qui avaient fugué ou s'étaient mal comportés. Les enfants qui se sont plaints d'abus sexuels de la part d'adultes prédateurs ont été sommés de se taire. Les établissements d'accueil disposaient de structures éducatives restreintes, voire inexistantes, et des enfants désignés comme « pivots » étaient chargés de régenter leurs camarades pour assurer le respect des institutions. Les travailleurs sociaux disaient aux enfants qui leur étaient confiés que personne ne les aimait, et administraient des châtiments violents et dégradants dès la plus petite infraction – en les fouettant jusqu'au sang ou leur imposant de laver le sol avec une brosse à dents. Les enfants sous tutelle de l'État étant considérés comme des prisonniers, les travailleurs sociaux passaient outre les mesures et réglementations relativement progressistes établies à l'attention des foyers pour enfants, et menaient plutôt des centres où régnait la terreur, et d'où les enfants sortaient traumatisés.

De nombreuses années plus tard, certaines victimes ont commencé à dévoiler leur passé, en expliquant comment des institutions publiques leur ont directement fait du mal ou ont négligé de les protéger. Retraçant les séquelles à long terme des actes de violence subis – de la dépression au trouble de stress post-traumatique, en passant par de graves troubles anxieux, des problèmes de toxicomanie, des violences familiales ou des peines de prison – ces victimes se sont manifestées dans l'espoir que ce qu'elles ont vécu soit reconnu, compris et traité avec sollicitude.

Au lieu de cela, le gouvernement néo-zélandais a refermé ses portes. Alors que de nombreux pays – notamment l'Australie, le Canada, le Royaume-Uni et l'Irlande – ont affronté la difficulté de fournir aux victimes de mauvais traitements une reconnaissance publique et un soutien

personnel, la réponse de la Nouvelle-Zélande illustre dououreusement comment un État peut composer avec la vérité afin de protéger la légitimité de l'État, ses intérêts et ses finances, sans se préoccuper des conséquences.

La plupart des plaignants ont cherché à obtenir réparation auprès du « Service des réclamations historiques » du Ministère du Développement social. Le problème, c'est que ce ministère est aussi l'administration gouvernementale contre laquelle les plaintes sont déposées. Parmi les victimes, beaucoup considèrent qu'il est impossible de faire confiance à l'organisme responsable des violences subies, et ne voient pas comment le Service des réclamations pourrait être indépendant de sa « hiérarchie ». Une des victimes, Peter, expliquait ainsi : « c'est comme dire : je vais me soumettre à un examen anal qui ne servira à rien... De toute façon, ils ne vont pas nous donner de réponse satisfaisante ».

De fait, beaucoup de victimes n'ont trouvé qu'incompréhension et dénigrement auprès du Ministère, lequel a longtemps négligé de donner suite à des cas tangibles de plaintes pour mauvais traitements, souvent au prétexte que ceux-ci auraient dû figurer dans les registres officiels. Ainsi des victimes se sont entendu dire qu'en l'absence d'éléments pouvant étayer les accusations de mauvais traitements dans les dossiers de l'administration, leur réclamation n'était pas recevable.

Le Ministère a également rendu les victimes responsables de leurs problèmes persistants, au motif que les préjudices dont elles se plaignent ne proviennent pas des sévices subis lorsqu'elles étaient en foyer, mais d'autres expériences qu'elles auraient eu dans leur vie. Sue, par exemple, a été informée que sa plainte n'était pas valable, le Ministère estimant que ses difficultés actuelles provenaient de ses problèmes avec l'alcool, qu'elle avait commencé à consommer très jeune. Les autorités ont refusé de reconnaître un quelconque lien entre l'alcoolisme de Sue et le passé de violences, d'agressions sexuelles, d'isolement cellulaire et de scolarisation défailante qui avait été le sien lorsqu'elle était placée en foyer.

Depuis quelques années, le Ministère a engagé une procédure « accélérée » qui a jusqu'à présent permis de traiter 700 plaintes. Souvent, les victimes éprouvent de la reconnaissance lorsqu'elles reçoivent une courte lettre d'excuse reconnaissant une partie des mauvais traitements subis, car c'est en général la première fois qu'elles entendent un quelconque regret officiel. Certaines victimes reçoivent une indemnisation, bien que le montant moyen, autour de 20.000 dollars néo-zélandais (un peu moins de 13.000 euros) soit relativement bas comparé à ce qui est versé par d'autres juridictions. Cependant, pour recevoir cette somme, les victimes doivent renoncer au droit de faire d'autres réclamations en justice, et – et c'est là une nouveauté – celles qui ont reçu une indemnisation sont désor-

mais menacées de voir leurs aides sociales supprimées par le Ministère, au motif qu'elles ont trop de ressources.

Il existe cependant deux autres moyens d'obtenir réparation. En premier lieu, les victimes peuvent porter leur action en justice, bien que l'État fasse souvent appel à des subtilités judiciaires pour limiter les réclamations. Dans le cadre d'une loi de prescription, les victimes sont informées que leur réclamation n'est plus recevable, indépendamment de son caractère irréfutable. En outre, les administrations publiques peuvent retirer l'aide juridictionnelle, en particulier lorsqu'elles estiment que de nouveaux recours en justice auraient peu de chances d'aboutir.

Par ailleurs, entre 2008 et 2015, les victimes ont eu la possibilité de parler de leur expérience à un Service confidentiel d'écoute et d'assistance, et de recevoir ensuite une assistance limitée (dix séances de consultation, de l'aide pour retrouver des dossiers ou de la famille, etc.). Cependant, comme l'intitulé du service le dit bien, cette procédure restait confidentielle, évitant ainsi une diffusion publique des réclamations pour maltraitance. Comme Sue l'a exprimé : « Ce n'est pas le système de Westminster [où le pouvoir législatif prime sur les autres] qui s'applique ici, mais bien le système Axminster¹ », qui a servi à imposer le silence au sujet de la plus sérieuse affaire de violences et de préjudices impliquant l'État.

Or à partir du moment où l'on cherche à occulter des histoires de négligence, de marginalisation et de violences impliquant l'État, on ne fait rien pour améliorer la situation des victimes. Et les violations continuent. L'interminable liste des préjudices commis par l'État néo-zélandais à l'encontre d'enfants est une honte, des cellules d'isolement dans les écoles au confinement prolongé dans les prisons, en passant par les châtiments dans les foyers d'accueil ou les multiples placements dans des structures d'accueil extrafamiliales. Vouloir faire taire le passé contribue à perpétuer la tolérance socioculturelle et institutionnelle face à des pratiques dommageables.

D'autres pays offrent des exemples d'approches plus appropriées, en révélant ouvertement des histoires difficiles, en reconnaissant la responsabilité de l'État, en établissant le lien entre les mauvais traitements subis et les préjudices à long terme, en apportant un soutien, en se prononçant en toute indépendance en faveur de mesures de réparation, et en présentant des excuses publiques. Comme une forme nécessaire de réparation morale, la détermination d'un État coupable à reconnaître ouvertement sa responsabilité pour des actes odieux de violence peut aider un nombre incalculable de victimes traumatisées qui vivent dans la honte, la peur, le désespoir et l'échec. La reconnaissance officielle, peut-être par le biais d'une « Commission de reconnaissance, de réparation et de prévention », pourrait aider les victimes à surmonter leur passé, et devrait être déclarée priorité nationale. ■

¹ Jeu de mots, « ax » signifiant en anglais « se débarrasser de ».

Toute correspondance est à adresser à Elizabeth Stanley
<elizabeth.stanley@vuw.ac.nz>

> Activistes et chercheurs font cause commune

Dylan Taylor, Université Victoria de Wellington (Nouvelle-Zélande)



Une phrase de Malcom X inspire le groupe de réflexion de gauche, Economic and Social Research Aotearoa lors d'une réunion.

La politique néo-zélandaise est dans un état de torpeur. Le cinquième gouvernement du Parti national, qui semble bien parti pour brider un nouveau mandat, a poursuivi le projet néolibéral engagé en 1984 par le quatrième gouvernement travailliste, en mettant en œuvre, comme on pouvait s'y attendre, des réductions d'impôts, une privatisation progressive, et des changements de la législation du travail au bénéfice des employeurs. Les conséquences étaient prévisibles : augmentation des inégalités et du taux de sans-abris, et progression des emplois précaires.

Le Parti travailliste et le Parti vert, liés par un protocole d'accord jusqu'aux élections de 2017, se sont engagés publiquement à proposer un « budget responsable » en cas de victoire aux élections législatives de cette année – une manière de dire qu'ils entendent maintenir le statu quo, avec toutefois de légères concessions au bénéfice des plus démunis. Comme beaucoup d'autres pays démocratiques développés, la Nouvelle-Zélande est confrontée à une baisse du taux de participation aux élections et à un cynisme croissant de la population envers la classe poli-

tique – une tendance que la coalition Parti travailliste- Parti vert ne semble pas à même d'inverser.

Cependant, en dehors de la sphère parlementaire, on peut trouver des projets innovants qui cherchent à contrecarrer le néolibéralisme. Les sociologues, en même temps que d'autres spécialistes des sciences sociales, jouent là un rôle important en redynamisant une culture de la critique et de l'espoir et en créant des institutions anti-hégémoniques.

Parmi ces avancées prometteuses, on peut mentionner la création de *Economic and Social Research Aotearoa* (ESRA, un groupe de réflexion de la gauche radicale), le lancement de *Counterfutures: Left thought & practice Aotearoa*, une publication visant à rassembler les contributions d'activistes et d'universitaires, et enfin la convocation annuelle de la conférence sur les Mouvements sociaux, la Résistance et les Changements sociaux (*Social Movements, Resistance and Social Change*). Chacune de ces trois initiatives traduit un engagement fort pour remettre en question le statu quo néolibéral.

L'ESRA a officiellement vu le jour en 2016, en relation avec la thèse de doctorat de Sue Bradford sur la faisabilité d'un groupe de réflexion de gauche en Nouvelle-Zélande. Bradford, qui est à la fois une activiste de longue date au profit des défavorisés et une ancienne députée du Parti vert, a rassemblé des universitaires et des activistes en vue de promouvoir « une culture de résistance, de solidarité et d'espoir, à l'écoute et capable de traduire les problèmes et les attentes des personnes qui sont exploitées, opprimées et marginalisées » (<https://esra.nz/about/>). Parmi les premières initiatives de l'ESRA, signalons une enquête sur la crise du logement qui touche le pays, une remise en plat de la planification économique et un débat sur de nouvelles formes d'organisation politique.

Suivant son *kaupapa* (« programme » ou « objectif » en maori), l'ESRA est déterminé à reconnaître la souveraineté des Maoris en Nouvelle-Zélande (laquelle avait été promise par l'acte de fondation de la Nouvelle-Zélande, le Traité de Waitangi, mais n'a été honorée par aucun gouvernement

depuis lors). L'ESRA cherche à explorer des stratégies permettant de « dépasser de façon concrète le capitalisme et le colonialisme », guidées par une sensibilité de plus en plus prégnante dans les sciences sociales, à savoir que des formes valides et instructives de savoirs « proviennent de la base », et que ces savoirs sont essentiels pour réfléchir à des formes alternatives d'organisation sociale.

Une même sensibilité inspire la nouvelle revue *Counterfutures*, qui se propose « d'animer et de lancer des débats pour mieux comprendre, imaginer et influencer sur la société, la politique, la culture et l'environnement » (<https://counterfutures.nz>). L'objectif est d'établir un dialogue entre les travaux des chercheurs universitaires et les savoirs issus des associations locales, des syndicats et des organisations militantes. Outre des articles scientifiques cautionnés par un comité de lecture, la revue publie également des « interventions » sur des questions politiques et sociales d'actualité, et des interviews d'activistes et de spécialistes. *Counterfutures* est disponible dans les librairies indépendantes et les bibliothèques des principales universités du pays, et son contenu peut être consulté gratuitement en ligne dans un délai de six mois après sa publication – un choix qui permet que le contenu de la revue reste accessible sans paiement. Le succès de *Counterfutures* auprès de lecteurs très divers témoigne d'un réel intérêt pour une pensée alternative éclairée par des travaux de recherche solides, et pour l'exploration de nouvelles formes possibles d'organisation politique.

Les trois premiers numéros de *Counterfutures* comprennent des auteurs très divers : groupes LGBTQI+, sociologues, activistes maoris, psychologues, partisans de l'abolition des prisons, philosophes, groupes anti-pauvreté, historiens, syndicalistes, criminologues, associations de défense de l'environnement et spécialistes de la communication. La liste dépasse le clivage traditionnel entre activistes et universitaires, et est résolument interdisciplinaire.

La même philosophie préside à la conférence annuelle sur les Mouvements sociaux, la Résistance et les Changements sociaux. Organisée pour la première fois en 2014 par Ozan Nadir Alakavuklar, un universitaire turc récemment arrivé en Nouvelle-Zélande, la conférence a connu un essor rapide. Sa troisième édition a attiré plus de 400 participants, et a marqué un avant et un après pour la gauche extra-parlementaire néo-zélandaise. C'est en effet la première fois depuis les années 70 que se trouve rassemblé un aussi grand nombre de personnes d'origines si différentes. Durant cette édition, il a été question de souveraineté maorie, d'approches économiques alternatives, de l'activisme du festival maori Pasifika, de l'avenir du travail, de la justice climatique, de la justice en matière de santé et de handicap, et du syndicalisme contemporain. À noter que les participants étaient aussi bien des activistes que des universitaires (<http://counterfutures.nz/2/editorial.pdf>).

Dans une démarche constructive, participants et organisateurs de la conférence n'ont pas cherché à minimiser ou à éluder les tensions qui ont émergé de cette diversité. Lors de la conférence de 2015, des tensions sont apparues entre l'approche des activistes et celle des universitaires concernant la production des savoirs et leur diffusion – une réalité qui a inspiré le thème de la conférence de 2016, « Le clivage entre activistes et universitaires ». À son tour, la conférence de 2016 a mis en lumière les tensions existantes entre les Maoris et les Pakehas (les Néo-Zélandais d'origine européenne) concernant une pensée de gauche, ce qui a inspiré le thème de la conférence de 2017, *Ka whawhai tonu mātou* [Au-delà du capitalisme, au-delà de la colonisation] (<https://esra.nz/socialmovements2017/>).

Un optimisme prudent semble permis, malgré l'accroissement des inégalités et le désintérêt pour la politique parlementaire actuels. Premièrement, la diversité des acteurs rassemblés autour de ces initiatives est le signe d'une nouvelle convergence de la gauche extra-parlementaire. Comme de nombreux pays développés, la Nouvelle-Zélande a connu une fragmentation de la gauche – également caractérisée par la division entre une gauche « matérialiste » et les tenants d'une politique identitaire. En dépit des tensions persistantes, ces nouvelles initiatives semblent indiquer qu'il ne s'agit pas là de domaines séparés, et qu'un changement social effectif n'est possible qu'à partir du moment où l'on reconnaît que l'aspect matériel et l'aspect culturel sont dialectiquement imbriqués.

Deuxièmement, ces initiatives montrent une forte convergence sur le fait que les savoirs produits par les mouvements sociaux et les activistes sont légitimes et se trouvent à l'avant-garde. Pour les universitaires, il s'agit par conséquent de s'assurer que leur travail est utile aux collectifs avec lesquels ils collaborent et mènent leurs travaux. L'universitaire autochtone Linda Tuhiwai Smith a eu à cet égard une grande influence, de même que la sociologie publique et le nombre croissant d'universitaires activistes. En combinant les savoirs issus de luttes sociales concrètes avec ceux produits par le monde académique, c'est tout un champ de nouveaux savoirs qui prend forme.

Enfin, la diversité des acteurs qui collaborent et la palette des savoirs qu'ils produisent, étayent un projet anti-hégémonique, un projet qui ose poser la question de savoir comment organiser la société différemment. Cela implique de relancer l'idée d'égalité, de chercher de nouvelles formes d'organisation politique et économique, de décoloniser, et d'instaurer des pratiques environnementales plus durables. Ce projet, qui n'en est qu'à ses débuts, est certes fragile, mais le contrecoup de la crise financière mondiale de 2008 montre que si des alternatives ne sont pas proposées, nous en serons réduits au maintien du statu quo. Ces initiatives nées en Nouvelle-Zélande, où activistes et universitaires se rejoignent pour collaborer de manière productive et novatrice, portent la promesse d'un avenir alternatif. ■

Toute correspondance est à adresser à Dylan Taylor <Dylan.Taylor@vuw.ac.nz>

> Vers une criminologie indigène

Robert Webb, Université d'Auckland (Nouvelle-Zélande)



Dans cette gravure ancienne qui symbolise le passé glorieux de son peuple, un Maori contemple le triste sort de ses semblables dans la Nouvelle-Zélande d'aujourd'hui. Photomontage : Arbu, à partir d'une image de Freepik.

En Nouvelle-Zélande–Aotearoa [nom maori du pays], la marginalisation sociale des Maoris apparaît à travers des taux de criminalisation et de victimisation disproportionnés – une situation semblable à celle d'autres populations indigènes qui ont subi des spoliations massives dans les pays sous colonisation anglaise. S'ils représentent seulement 15% de la population totale du pays, les Maoris sont plus susceptibles que les autres citoyens de subir des arrestations, des condamnations et des sanctions punitives. Malgré la réputation internationale de la Nouvelle-Zélande en matière de pratiques judiciaires innovantes inspirées des traditions maories (comme la justice réparatrice), le taux d'emprisonnement y reste comparativement élevé – et affecte plus particulièrement les Maoris, qui représentent 50% des hommes et 60% des femmes en détention. Bien qu'il soit largement admis que ce système a échoué à réduire les taux de criminalité et entraîne pour les enfants et les familles des détenus de graves problèmes d'exclusion sociale, des rapports récents indiquent que le nombre de personnes incarcérées devrait vraisemblablement continuer à augmenter.

En matière de justice pénale, les interventions visant les Maoris ont été rationalisées de diverses manières

depuis la période coloniale jusqu'à aujourd'hui. À différentes époques de l'histoire du pays, des représentants et des fonctionnaires des administrations publiques ont tenté d'expliquer les comportements criminels chez les Maoris comme un problème social évidemment lié aux traditions et à l'organisation des communautés maories. Plus récemment, les théories sur l'exposition à des facteurs de risque et sur les besoins criminogènes ont fini par dominer les autres analyses, les Maoris étant souvent représentés comme une population nécessitant une intervention active de l'État. Bien que la plupart des réponses politiques reposent sur des analyses théoriques et empiriques provenant des contextes britanniques ou nord-américains, elles servent de base au contrôle social persistant des Maoris, au mépris de la plupart des différences sociales et culturelles entre ceux sur lesquels portent ces théories – à savoir les Maoris – et le contexte social, historique et politique dans lequel ces théories de départ sont nées.

Pendant des décennies, les Maoris ont eu à affronter le racisme systémique des politiques publiques et des institutions. Des critiques de cette approche apparaissent dans l'important rapport de Moana Jackson (1988), *The Māori and the Criminal Justice System – He Whaipānga Hou*, où la justice pénale est abordée du point de vue

>>

des Maoris. Cette analyse décrit les processus sociaux et historiques qui influent sur la vie des Maoris, y compris la colonisation et le système judiciaire imposé. Aujourd'hui, ce rapport continue d'inspirer des éclairages critiques sur le système de justice pénale néo-zélandais et sur la façon dont les valeurs culturelles éclairent les pratiques et les stratégies.

Il y a eu bien sûr diverses tentatives de la part des autorités de réformer les pratiques de la justice afin de refléter les valeurs des diverses cultures et répondre aux revendications des Maoris en matière de justice pénale. En témoignent les changements intervenus depuis 1989 dans le système de justice pour les mineurs, avec notamment l'introduction des conférences familiales (*family group conferencing*) et celle de la *Loi de 1989 sur les enfants, les adolescents et leurs familles* ; ces changements visent à écarter les jeunes délinquants du système judiciaire traditionnel en s'appuyant sur les conférences familiales, où les délinquants et leurs familles se réunissent avec les victimes et leurs familles. Ce type de conférences est censé être inspiré de la philosophie maorie, selon laquelle les relations sociales s'accompagnent de responsabilités collectives. Malgré la possibilité de tenir ce type de conférences, les enfants et adolescents maoris âgés de 10 à 16 ans forment une proportion croissante des jeunes traduits en justice devant les tribunaux pour mineurs – un chiffre qui atteint maintenant 62% des poursuites pénales.

Certains chercheurs ont fait valoir que ce type de conférences ne change pas fondamentalement la philosophie profonde ou les structures de la justice étatique. Au lieu de cela, l'autorité de l'État continue d'être maintenue à travers d'autres formes de contrôle social. Juan Tauri remarque que la conférence familiale n'est pas fondamentalement une pratique maorie et s'inspire seulement de certaines pratiques culturelles maories. Il explique que la Loi de 1989 elle-même a été influencée par les critiques de Jackson sur l'ethnocentrisme en matière de justice, et que si le processus intègre certaines composantes maories, c'est en partie parce que des organisations maories les ont proposées. Pour l'essentiel, observe-t-il, la conférence familiale n'est cependant pas une pratique traditionnelle, bien que certains aspects des coutumes maories soient intégrés dans une pratique essentiellement gérée par les autorités.

Le développement d'analyses et de critiques constructives fait partie des préoccupations des Maoris à l'université, et dans les sciences sociales en particulier, ce qui requiert d'étudier la façon dont nous menons nos recherches sociologiques sur les Maoris. Beaucoup d'entre nous soutiennent le développement des communautés in-

digènes, et un travail comme celui de Linda Smith, *Decolonizing Methodologies*, a encouragé des chercheurs maoris et autres à explorer des théories et des méthodes qui prennent en considération les expériences et les savoirs autochtones. De la même façon, beaucoup d'entre nous espérons développer une criminologie indigène critique qui reconnaisse les expériences et les conceptions des Maoris des actes répréhensibles et des dommages sociaux.

Afin d'aller au-delà des réponses de l'État basées sur la simple règle administrative qui est de sévir contre la criminalité et qui a conduit à étendre les réponses punitives comme l'incarcération, il faudra ne pas s'en tenir à des instruments théoriques qui ne tiennent pas compte de la réalité sociale des Maoris. De la même façon, il faudra que les spécialistes de la théorie sociale engagent le dialogue et forment des partenariats de recherche émancipatrice avec les peuples indigènes. Pour développer une criminologie indigène, il va falloir attirer l'attention sur les divers éléments qui corrélés entre eux peuvent poser problème, les expériences collectives des dommages sociaux. Il faudra examiner en quoi l'État et le système de justice pénale produisent la marginalisation sociale et une surreprésentation des Maoris dans la population carcérale. Une criminologie indigène qui cherche à intégrer les expériences de ceux qui sont le plus affectés par le système judiciaire requiert d'aller au-delà de la simple lutte administrative contre la criminalité, et au-delà des questions que l'État juge importantes.

Ces nouvelles approches pourraient s'intéresser aux moyens par lesquels la colonialité, le racisme institutionnel et la violence systémique contribuent à contrôler et marginaliser les populations indigènes – ainsi que des chercheuses maories comme Tracey McIntosh et Khylee Quince l'ont démontré dans leurs recherches en attirant l'attention sur les expériences de femmes maories en prison et sur les problèmes liés à l'incarcération intergénérationnelle et à la victimisation.

Une criminologie indigène doit s'ouvrir sur les expériences des Maoris et intégrer une analyse des transgressions préjudiciables pour la société et des conditions sociales et structurelles qui leur sont liées. On pourrait envisager des recherches en vue d'une redéfinition ou d'un rejet des droits du Traité de Waitangi, ou sur les actions de l'État ou d'autres groupes puissants qui portent préjudice aux Maoris ou à d'autres communautés. En posant le problème de la décolonisation, l'objectif est de renforcer la position des Maoris et le contrôle de la communauté sur la justice, en étant pour cela guidés par les cadres de référence culturels des Maoris. ■

Toute correspondance est à adresser à Robert Webb
<robert.webb@auckland.ac.nz>

> L'étude des loisirs pour passion



Ishwar Modi.

Mardi 23 mai 2017, le jour venait à peine de se lever sur Ahmedabad lorsque je reçus un appel bouleversé du Professeur B.K. Nagla m'annonçant la triste nouvelle du décès du professeur Ishwar Modi à l'âge de 76 ans. Certaines personnalités ne meurent jamais, même après leur décès, car leur pensée, et les souvenirs et gestes d'affection qui leur sont liés, leur survivent : Ishwar Modi était de ceux-là. L'année 2017 aura été marquée par deux disparitions majeures pour la sociologie mondiale en général et la sociologie indienne en particulier : d'abord celle du Professeur D.N. Dhanagre, et maintenant celle du Professeur Ishwar Modi.

Ishwar Modi débuta sa carrière universitaire en 1974 au sein du Département de Sociologie de l'Université du Rajasthan à Jaipur (Inde), où il fut d'emblée l'un des enseignants les plus appréciés de ses collègues et des étudiants en sciences sociales. J'y suis moi-même entré deux ans plus tard. C'est sous la direction de l'éminent Professeur Yogendra Singh qu'il rédigea sa thèse dans le domaine des *Leisure Studies* (études sur les loisirs). Sa carrière universitaire comprend de nombreuses réalisations. Il s'est consacré à la sociologie en tant que Président de la Société indienne de Sociologie et de l'Association de Sociologie du Rajasthan. Son intérêt pour la sociologie mondiale date de 1986, alors que le Congrès mondial de Sociologie de l'Association internationale de Sociologie (ISA) est organisé à New Delhi. Il a incité un grand nombre d'étudiants en sociologie à participer au Congrès ainsi qu'à d'autres conférences internationales, et

>>

encouragé de jeunes professeurs à adhérer à l'ISA.

Ishwar Modi a beaucoup fait pour diffuser la sociologie internationale auprès des étudiants de langue hindi. Il a joué un rôle essentiel dans la production d'une version en hindi de *Dialogue Global*, le magazine multilingue de l'ISA – une entreprise qu'il considérait comme une mission mais aussi comme un défi à relever. En travaillant avec lui sur ce projet, j'ai pu constater l'ampleur de son dévouement. Il a toujours fait preuve d'un grand sens de l'égalité et de la démocratie avec les membres de son équipe. N'étant pas moi-même particulièrement discipliné, la version en hindi de *Dialogue Global* a eu à plusieurs reprises du retard, mais Ishwar Modi n'en appréciait pas moins mes traductions. Il appréciait également l'engagement des autres membres de notre équipe, les professeurs Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Prabha Sharma, Nidhi Bansal et M. Uday Singh. De la même manière, il joua un rôle déterminant dans le lancement d'une revue scientifique en hindi, créée sous les auspices de la Société indienne de Sociologie – une

revue de qualité qui paraît désormais régulièrement. Tous ces efforts ont été extrêmement utiles aux étudiants en sociologie qui travaillent en hindi. J'espère que, malgré la triste disparition du Professeur Modi, l'édition en hindi de *Dialogue Global* continuera à être publiée avec le même degré d'engagement académique.

Du fait de ses nombreux centres d'intérêt, Ishwar Modi a beaucoup apporté dans de nombreux domaines, qu'il s'agisse de la protection de l'enfance, de l'activisme des jeunes, de l'égalité entre les sexes, ou des problèmes des classes populaires et des populations marginalisées. À l'occasion de ses nombreux voyages en Inde et à l'étranger, il apportait son point de vue de sociologue sur des questions liées à la santé, la pauvreté, l'écologie, la démographie, les mouvements sociaux, les comportements des électeurs et les droits de l'homme. Outre les loisirs, le tourisme et les médias, qui étaient ses domaines de spécialisation, sa contribution a également été importante dans le domaine de la théorie sociale. Au sein de l'ISA, on se souviendra de son profond engagement auprès du

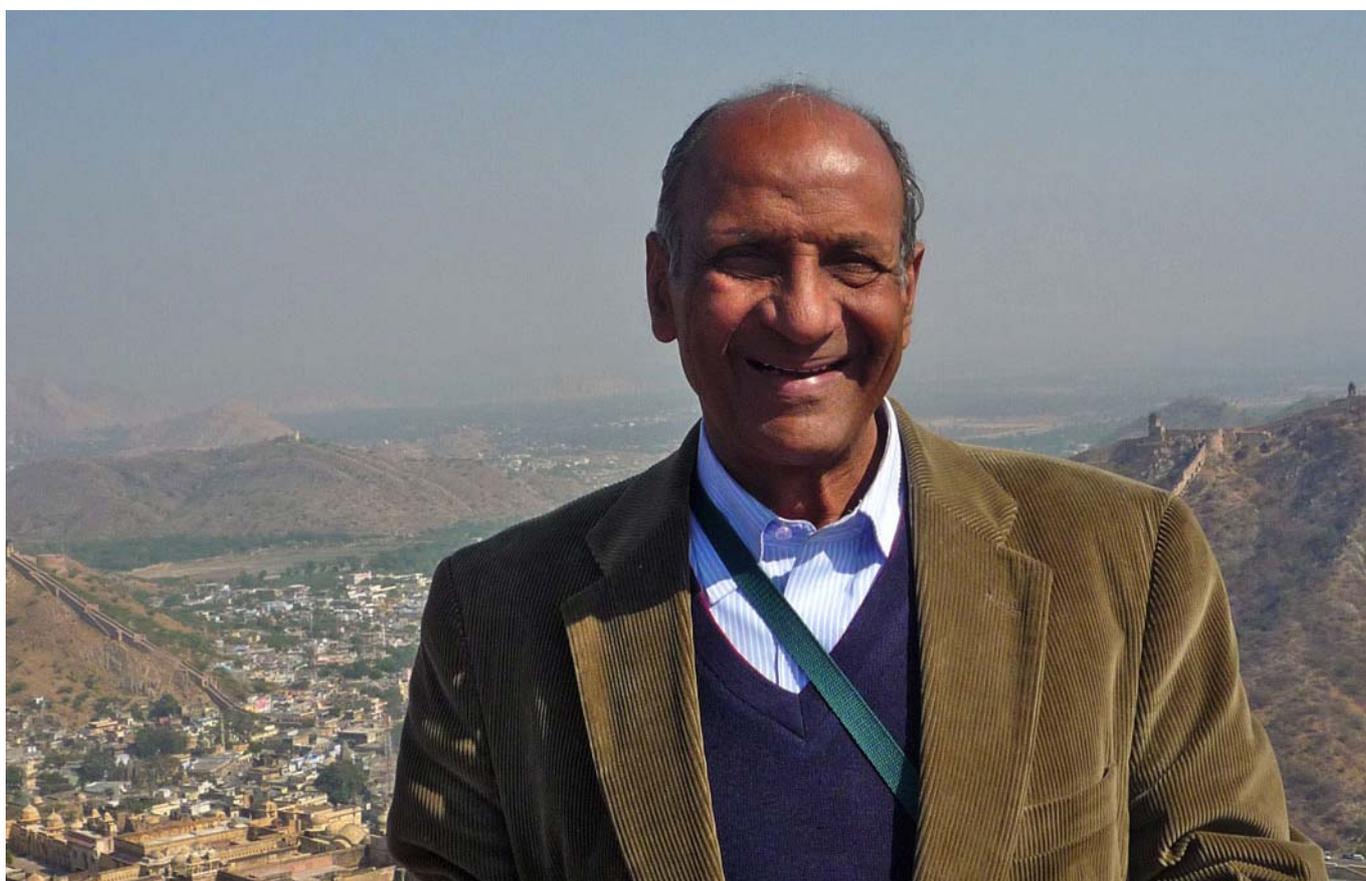
RC13, le Comité de Recherche sur la Sociologie des Loisirs. Dans le cadre de son activité universitaire, il a voyagé dans pratiquement tous les pays du monde. C'était un auteur prolifique, qu'il s'agisse de livres ou d'articles de revue. En s'impliquant dans le mouvement des enseignants et sur d'autres problématiques sociales, il s'est imposé comme un intellectuel engagé dans le débat public et un sociologue critique.

On se souviendra enfin de sa remarquable cordialité. Aussi bien lui que sa famille traitaient chaque visiteur avec beaucoup d'amitié, d'attention et de respect. Traiter tout un chacun comme un membre de la famille était pour lui à la base du principe de loisir.

Le décès du Professeur Modi représente une perte considérable pour sa famille et ses amis. Les sociologues regretteront sa présence, mais il continuera de nous inspirer. Adieu Professeur Modi, vous allez beaucoup nous manquer, mais vous resterez toujours présent dans notre mémoire. ■

Rajiv Gupta, Président de l'Association indienne de Sciences sociales

> Une source d'inspiration et d'encouragement



Ishwar Modi et, en arrière-plan, sa ville de Jaipur.

Le professeur Ishwar Modi est décédé en mai 2017 après une longue lutte contre le cancer, durant laquelle il a continué à apporter son soutien et ses conseils à la jeune génération des sociologues indiens, et notamment ceux spécialisés dans l'étude des loisirs. Son décès représente une grande perte pour la sociologie indienne, pour la sociologie des loisirs, et pour tout le monde universitaire en général.

Lorsqu'Ishwar Modi intégra le RC13 de l'ISA (Comité de Recherche sur la Sociologie des Loisirs), il était déjà un sociologue de renommée mondiale dans le domaine des loisirs et du tourisme. Il fut encouragé à présenter sa candidature à la présidence du RC13 à la suite d'un changement de situation. Il assura cette tâche avec énergie et bon sens, et est parvenu à attirer de nombreux nouveaux membres au sein du RC13, et de l'ISA en général. Tout en assurant

>>

la présidence du RC13 à plusieurs reprises, il a continué à engager d'importants travaux de recherche, a écrit plusieurs monographies et dirigé des ouvrages collectifs – le dernier en date (*Leisure, Health and Well-Being*) ayant été publié tout récemment en avril 2017, avec la contribution de deux collègues du RC13. En tant que Président du RC13, il a représenté le comité de recherche auprès du Comité Exécutif de l'ISA, et y a effectué un travail fructueux.

En dehors du RC13 et de l'ISA, Ishwar a été étroitement associé à deux initiatives parallèles. Il a été élu à plusieurs reprises au conseil d'administration de l'Association mondiale du Loisir et de la Récréation (devenue l'Organisation mondiale du Loisir), la plus importante organisation professionnelle internationale consacrée à l'étude des loisirs. Il était tant apprécié au sein de cette organi-

sation qu'il a été déclaré membre honoraire à vie. Il a par ailleurs été très actif au sein de la Société indienne de Sociologie, qui lui a décerné en 2015 un prix pour l'ensemble de son œuvre, en reconnaissance de ses efforts pour promouvoir la sociologie indienne, et sa contribution de premier ordre à la recherche et à l'enseignement en sociologie.

Quand la nouvelle de son décès a été diffusée auprès des membres du RC13, notre tristesse a pu être atténuée par les souvenirs et les témoignages de reconnaissance que les membres du RC13 ont partagé entre eux. Chacun d'entre nous a une histoire à raconter au sujet de sa première rencontre avec Ishwar, et comment cette rencontre a été l'amorce d'une longue amitié. Qu'il s'agisse des plus anciens membres du RC13 ou d'un grand nombre de nos nouveaux membres, nous res-

sentions tous la même chose. Ishwar a été notre président, notre mentor et notre professeur, et quelqu'un qui a toujours œuvré pour que nous nous sentions les bienvenus. C'est lui qui a rendu nos prises de décision plus inclusives, et il en était de même lors des sessions aux congrès et conférences de l'ISA. Sa présence d'Ishwar au sein du RC13 et de l'ISA m'a personnellement été précieuse, et je lui serai toujours reconnaissant pour ses encouragements. Je l'ai rencontré pour la première fois en Hongrie à une conférence de mi-mandat du RC13, mais nous avons préalablement échangé de nombreux e-mails. Comme tous ceux qui son actifs au sein du RC13 et de l'ISA, je suis très attristé à l'idée que je ne le reverrai plus. Mais en même temps, je crois que nous sommes tous très heureux de l'avoir connu, et d'avoir faire partie de son monde. ■

Karl Spracklen, Université métropolitaine de Leeds (Royaume Uni), Vice-Président et secrétaire exécutif du Comité de Recherche de l'ISA sur la Sociologie des Loisirs (RC13)

> L'équipe turque de *Dialogue Global*

Gül Çorbacıoğlu et **Irmak Evren**, Université technique du Moyen-Orient (Turquie)

L'équipe chargée de l'édition turque de *Dialogue Global* a été constituée en janvier 2015. Elle est composée de Gül Çorbacıoğlu et Irmak Evren, toutes deux étudiantes en doctorat à l'Université technique du Moyen-Orient (METU) à Ankara, et bénéficie de l'aide de notre ami Ahmet Seyhan Totan pour la mise en page de chaque numéro.

C'est un plaisir de pouvoir suivre les derniers débats sociologiques du monde entier et d'avoir l'opportunité de les traduire en turc, mais c'est aussi un travail long et exigeant. Au-delà du propre travail de traduction de l'édition anglaise de *Global Dialogue* pour produire la version turque *Küresel Diyalog*, il faut veiller à assurer la cohérence de notre version avec la ligne générale de la publication. Dès réception des articles en anglais, nous commençons par nous répartir les articles (en prenant en compte les groupes d'articles consacré à un thème précis ou représentatifs de la sociologie d'un pays en particulier) en fonction de nos centres d'intérêt et de ce qui est le plus susceptible de nous enrichir intellectuellement. Nous travaillons dur pour respecter les délais, ce qui, pour une équipe de deux, requiert de la persévérance et le sens des responsabilités !

Une fois que chacune de nous deux a terminé la traduction des articles assignés, nous nous les échangeons de sorte que chaque article aura été lu, traduit et corrigé par l'une comme par l'autre. Nous sommes d'avis que cette

étape de révision, réalisée du point de vue du lecteur plus que du traducteur, permet de porter sur la revue le regard de ses futurs lecteurs – la communauté des sociologues, mais aussi tous ceux et celles qui s'intéressent à la sociologie. Lorsqu'il nous paraît impossible de traduire littéralement en turc un terme anglais au risque d'en perdre le sens original, nous consultons la littérature disponible en turc sur le sujet, ainsi que nos professeurs, afin de voir si le terme a pu être utilisé récemment en turc, et, dans le cas contraire, réfléchir à une traduction possible. Lorsque cela nous paraît justifié, nous faisons appel à la riche palette de proverbes et expressions idiomatiques de la langue turque. Une fois l'ensemble des articles traduits, nous envoyons l'ensemble des fichiers à notre ami graphiste Seyhan. Une fois la maquette de l'édition turque terminée, nous faisons une dernière relecture. C'est alors une grande fierté de découvrir le nouveau numéro de *Küresel Diyalog* !

Une fois l'édition turque publiée sur le site de l'ISA, nous diffusons l'information dans notre entourage, auprès de nos collègues à l'université et de groupes spécifiques qui, dans leur quête d'une sociologie à l'échelle globale, sont particulièrement intéressés à faire le lien entre ce qu'ils connaissent bien et ce qu'ils connaissent moins. Ce travail de traduction nous a permis d'appréhender de nouvelles problématiques et de nouvelles sociétés, et à chaque nouveau numéro, nous sommes ravies de partager notre enthousiasme avec les autres sociologues turcs. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Gül Çorbacıoğlu <gulcorbacioglu@gmail.com>
Irmak Evren <irmakevrenn@gmail.com>



Irmak Evren est titulaire d'une licence en économie et gestion de l'Université Bilgi d'Istanbul et de la London School of Economics and Political Science (Royaume-Uni). Elle a ensuite poursuivi ses études d'économie à l'Université Paris I – Panthéon Sorbonne (France), et des études des médias et de la communication à l'Université Galatasaray d'Istanbul. Elle prépare actuellement un doctorat de sociologie à la METU d'Ankara, sur l'islamophobie et les organisations religieuses transnationales des migrants turco-musulmans en France. Elle donne par ailleurs des cours au sein du Département de Cinéma et Télévision de l'Université Okan d'Istanbul.



Gül Çorbacıoğlu est titulaire d'une licence en relations internationales de l'Université Bilkent d'Ankara et d'un master en sociologie de la METU d'Ankara, où elle prépare actuellement un doctorat en sociologie sur le thème de la transformation de l'autonomie et de l'autorité professionnelles dans le milieu médical en Turquie. Elle a poursuivi une partie de ses recherches en tant que chercheuse invitée auprès du Département de Sociologie de l'Université de York au Royaume-Uni, et enseigne actuellement au sein du Département de Science politique et d'Administration publique de l'Université Bilkent. Gül s'intéresse à la sociologie de la médecine, la sociologie des professions, la sociologie du travail et des organisations et aux études de genre.